

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2472

9 octobre 2008

SOMMAIRE

Advanta Holding S.à r.l.	118622	KPI Retail Property 32 S.à.r.l.	118623
Advanta Investholding S.à r.l.	118622	L'Immobilière de Waldbredimus S.A. ...	118619
A.J.L. Associates S.A.	118611	LOTUS BAKERIES Réassurances S.A. ..	118612
Ambilux S.A.	118617	LSF Elancourt Investments S.à r.l.	118615
Aquarius International S.A.	118611	LSF Elancourt Investments S.à r.l.	118616
Ares Finance 2 SA	118619	LSF Elancourt Investments S.à r.l.	118616
Arsinoe S.A.	118613	Luxfinpart S.A.	118622
Associated Dexia Technology Services ..	118623	Luxoil PJS GmbH & Co KG	118612
Chaud-Froid S.à r.l.	118611	Lux Schum S.A.	118624
Cofino Crans S.A.	118618	Oxeron Internet Services S.à r.l.	118656
DB Phoebus Lux S.à r.l.	118615	Oxford Corporation S.à r.l.	118618
Delta Logic S.A.	118620	Pentair Asia Holdings S.à r.l.	118621
Delta Logic S.A.	118620	Pentair Global S.à r.l.	118622
Diffusion Euro Loisirs S.A.	118656	Pentair Holdings S.à r.l.	118621
Domain Holding S.A.	118622	PME Participations SAH	118621
Domain Holding S.A.	118621	Private Equity Global Select II, Sicar S.C.A.	
ECCP II S.A.	118644	118617
ExxonMobil Luxembourg et Cie	118612	Raffel Finance Holding S.A.	118624
fkon CONSULTING S.à.r.l.	118619	Ribambelle 4 S.à r.l.	118643
FN International	118616	Ridge International S.à r.l.	118618
Galerie La Cité	118615	Rommelfangen S.à r.l.	118620
Gemstar - TV Guide Europe	118624	Sabula Investment S.A.	118614
Global Enhanced Loan Fund S.A.	118623	Schmitz & Hoffmann, architectes s.à r.l.	
Himamia S.A.	118616	118610
Hyridia	118615	Schroder European Property Investment	
International Development Fund Holding		No.1 S.A.	118623
S.A.	118656	Société Européenne de Matériel pour l'Ap-	
Juvena A.G.	118620	pareillage	118610
KidsCare S. à r.l.	118610	Sogeo	118613
Klein - Lux S.A.	118619	Sure Insurance	118618
Koinè Hestía S.A.	118610	Targo S.A.	118624
KPI Residential Property 10 S.à r.l.	118614	TDK Europe S.A.	118617
KPI Residential Property 23 S.à.r.l.	118614	Thunderbird Holdings S.à r.l.	118612
KPI Residential Property 24 S.à.r.l.	118613	Trafim S.A.	118617
KPI Residential Property 9 S.à r.l.	118614	UBM International Holdings SE	118625
KPI Retail Property 14 S.à r.l.	118613	Vico Company S.A.	118611

Schmitz & Hoffmann, architectes s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2265 Luxembourg, 7, rue de la Toison d'Or.
R.C.S. Luxembourg B 87.021.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 24 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123252/9323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06191. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

KidsCare S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 54, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 119.866.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 24.09.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123257/9323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06183. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Société Européenne de Matériel pour l'Appareillage, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 134, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 28.071.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 24.09.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123259/9323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06136. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Koinè Hestía S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 138.893.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration du 15 septembre 2008 que:
Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle a été nommée président du conseil d'administration de la société pour la durée de son mandat d'administrateur.

Pour extrait aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008124105/317/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06527. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Aquarius International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 139.402.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration du 15 septembre 2008 que:
Maître Charles DURO, avocat, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle a été nommé président du conseil d'administration de la société pour la durée de son mandat d'administrateur.

Pour extrait aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008124106/317/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06525. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

A.J.L. Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 64.012.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123336/1285/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07365. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Vico Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 38.474.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123360/1285/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07264. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Chaud-Froid S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2667 Luxembourg, 35-37, rue Verte.
R.C.S. Luxembourg B 45.856.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 25 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123363/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07418. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

LOTUS BAKERIES Réassurances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 53.262.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 26.09.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123365/2389/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07461. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

ExxonMobil Luxembourg et Cie, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 72.560.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 26.09.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123368/1701/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2008, réf. LSO-CU07121. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Luxoil PJS GmbH & Co KG, Société en Commandite simple.

Siège social: L-6686 Mertert, 61, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 90.677.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123383/8812/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07554. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Thunderbird Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.596.

Suite à la notification enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg le 31 juillet 2008, sous la référence LO80111765.05, il convient d'apporter la précision suivante:

Les deux gérants de la Société Thunderbird Holdings S.à r.l., Madame Tkachenko Maria et Monsieur Mudde Jacob, élus à cette position à compter du 08 avril 2008, possèdent un pouvoir de signatures conjointes.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thunderbird Holdings S.à r.l.

Jacob Mudde

Gérant

Référence de publication: 2008124084/683/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06573. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Arsinoe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1730 Luxembourg, 29, rue de l'Hippodrome.
R.C.S. Luxembourg B 54.680.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 10 septembre 2008

Monsieur DE BERNARDI Alexis, Monsieur DIEDERICH Georges et Monsieur VEGAS-PIERONI Louis sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur DONATI Régis est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

ARSINOE S.A.

Georges DIEDERICH / Louis VEGAS-PIERONI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008124103/545/18.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2008, réf. LSO-CU08001. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080143760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Sogeo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8354 Garnich, 41, rue des 3 Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 116.980.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 24 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123251/9323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06196. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080143188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

KPI Retail Property 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 111.249.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 27/09/08.

Signature.

Référence de publication: 2008123632/6765/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07253. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080144138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

KPI Residential Property 24 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 116.869.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.9.08.

Signature.

Référence de publication: 2008123619/6765/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07463. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080144188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

KPI Residential Property 23 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 116.868.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.9.08.

Signature.

Référence de publication: 2008123609/6765/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07460. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

KPI Residential Property 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 112.704.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 19.9.08.

Signature.

Référence de publication: 2008123634/6765/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07427. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

KPI Residential Property 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 112.703.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 19.9.08.

Signature.

Référence de publication: 2008123635/6765/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07415. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Sabula Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 98.956.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SABULA INVESTMENT S.A

FINDI S.à r.l.

Administrateur

Représentée par N. THIRION

Représentant permanent

A. VIGNERON

Administrateur

Référence de publication: 2008124392/795/18.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08260. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

DB Phoebus Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 1.158.640,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 115.098.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 15 juillet 2008

- Est nommée gérant de la société Mme Heike Kubica, employée privée, résidant professionnellement au 2, boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire M. Olivier Jarny.

Le mandat du nouveau gérant prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012 statuant sur les comptes annuels de 2011.

Luxembourg, le 15 juillet 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008124395/1463/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2008, réf. LSO-CT12437. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Hyridia, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, rue Bohey.
R.C.S. Luxembourg B 116.575.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124360/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT05215. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Galerie La Cité, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 1, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 31.205.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124346/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT05218. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

LSF Elancourt Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 111.964.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123406/8901/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07388. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080142922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

LSF Elancourt Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 111.964.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123409/8901/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07397. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080142925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Himamia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 72.500.

Le bilan au 31/12/2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123505/751/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2008, réf. LSO-CU05906. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080142958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

LSF Elancourt Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 111.964.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 Septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123410/8901/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07402. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080142927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

FN International, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 10.380.

Une déclaration concernant la non-application des dispositions de l'article 70 de la loi du 19 décembre 2002 relatives au contenu, au contrôle ainsi qu'à la publication des comptes annuels des sociétés luxembourgeoises ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FN INTERNATIONAL

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008124458/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2008, réf. LSO-CT04049. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Private Equity Global Select II, Sicar S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 112.736.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale ordinaire du 17 septembre 2008

- Est renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises, PricewaterhouseCoopers S.à r.l, dont le siège social est 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

- Le mandat du réviseur d'entreprises prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009 statuant sur les comptes de 2008.

Luxembourg, le 17 septembre 2008.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008124398/1463/18.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07296. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Trafim S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 38.365.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124320/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2008, réf. LSO-CU03959. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Ambilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 68.114.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124321/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2008, réf. LSO-CU03866. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

TDK Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4953 Bascharage, Zone Industrielle Bommelscheuer.
R.C.S. Luxembourg B 67.690.

Le bilan au 31 mars 2005 de TDK Europe S.A., a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 19 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124318/5499/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08502. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Sure Insurance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5713 Aspelt, 23, Op der Sank.
R.C.S. Luxembourg B 87.701.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

30/09/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124345/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT05217. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Cofino Crans S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 88.002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008124426/724/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08469. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Ridge International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 127.112.

Le bilan au 31 décembre 2007 dûment approuvé a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
RIDGE INTERNATIONAL S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2008123389/7491/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07312. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Oxford Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 100.942.

Le bilan au 31 mars 2008 dûment approuvé a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Oxford Corporation S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2008123386/7491/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07305. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

L'Immobilière de Waldbredimus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 103.588.

Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/09/2008.

Pour L'Immobilière de Waldbredimus S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2008123404/3083/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06405. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Ares Finance 2 SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 84.517.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2008123710/805/15.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2008, réf. LSO-CU07684. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

fkon CONSULTING S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 51, route de Wasserbillig.
R.C.S. Luxembourg B 76.322.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 29.9.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123708/1615/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02565. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Klein - Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4620 Differdange, rue Emile Mark.
R.C.S. Luxembourg B 23.511.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 29.9.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123707/1615/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02558. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Delta Logic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade.
R.C.S. Luxembourg B 54.357.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2008.

FISOGEST S.A.

55-57, avenue Pasteur, L-2311 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2008123770/1218/15.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08424. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Delta Logic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade.
R.C.S. Luxembourg B 54.357.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2008.

FISOGEST S.A.

55-57, avenue Pasteur, L-2311 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2008123772/1218/15.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08420. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Rommelfangen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6850 Manternach, 3, route d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 68.883.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 29.9.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123705/1615/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2008, réf. LSO-CT12580. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Juvema A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 25.578.

Le bilan au 31/12/2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/09/08.

Signature.

Référence de publication: 2008123778/1595/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2008, réf. LSO-CU03568. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Domain Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 42.873.

Le bilan au 31/12/2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/09/08.

Signature.

Référence de publication: 2008123681/1595/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2008, réf. LSO-CU03577. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

PME Participations SAH, Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 60.520.

Le bilan au 31.12.2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/09/08.

Signature.

Référence de publication: 2008123692/1595/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2008, réf. LSO-CU03544. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Pentair Asia Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 81.548.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008123795/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06518. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Pentair Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 105.546.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008123796/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06520. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Pentair Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 72.853.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008123797/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06522. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

**Advanta Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial,
(anc. Advanta Holding S.à r.l.).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 88.928.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 52755 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2008123794/211/12.

(080144235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Domain Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 42.873.

Le bilan au 31/12/1997 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/09/08.

Signature.

Référence de publication: 2008123674/1595/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2008, réf. LSO-CU03587. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Luxfinpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 92.799.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Pour LUXFINPART S.A., société anonyme

Experta Luxembourg, société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2008123780/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2008, réf. LSO-CU06974. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Associated Dexia Technology Services, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, Z.I. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 119.041.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Associated Dexia Technology Services, société anonyme

Stéphanie Misonne / Michel Van Schingen

General Secretary & Compliance Officer / Member of the Executive Board

Référence de publication: 2008123827/6/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2008, réf. LSO-CU06771. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080143938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Global Enhanced Loan Fund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 105.485.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2008.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008123805/805/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2008, réf. LSO-CU08655. - Reçu 38,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080143943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Schroder European Property Investment No.1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 71.856.

Madame Christine Schulze-Forsthövel a démissionné de son poste d'administrateur en date du 30 avril 2007.

Monsieur Michael Krzanowski a démissionné de son poste d'administrateur en date du 1^{er} octobre 2007.

Luxembourg, le 18 septembre 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008123803/9066/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07228. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080144133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

KPI Retail Property 32 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 116.867.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.9.08.

Signature.

Référence de publication: 2008123637/6765/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07329. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080144055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Targo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 83.517.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau - L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008124383/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06553. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Raffel Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 80.514.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau - L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008124382/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06552. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Lux Schum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5480 Wormeldange, 111, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 89.699.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wormeldange, le 30 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124300/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT05211. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Gemstar - TV Guide Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1531 Luxembourg, 6-10, rue de la Fonderie.
R.C.S. Luxembourg B 97.546.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124301/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT05213. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

UBM International Holdings SE, Société Européenne.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 80.996.

In the year two thousand and eight, on the seventeenth day of the month of September.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared United Business Media Shelfco No 8 Limited, a company incorporated under the laws of England and Wales with registered office at Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, United Kingdom, represented by Mr Paul de Haan, accountant, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, pursuant to a proxy dated 15 September 2008, being the sole shareholder of UBM International Holdings SE, (the "Company"), a société européenne having its registered office at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 80.996, incorporated as a société à responsabilité limitée by deed of Maître Jean Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 28th February 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 859 on 9th October 2001 and converted to a société anonyme by deed of Maître Blanche Mouter, prenamed, on 7 May 2008 published in the Mémorial number 1187 16th May 2008. The Company has been converted into a société européenne by deed of Maître Blanche Mouter, prenamed, on 24 June 2008 published in the Mémorial number 1657 on 5 July 2008.

The articles of incorporation of the Company were amended for the last time by deed of Maître Blanche Mouter, prenamed, on 24 June 2008 published in the Mémorial number 1657 on 5 July 2008.

The appearing person declared and requested the notary to state that:

1. The sole shareholder holds all one hundred twenty thousand (120,000) shares in issue in the Company and the sole shareholder declared having had sufficient prior knowledge of the agenda of the meeting and waived any right of prior convening notice so that decisions could validly be taken on all items of the agenda.

2. On 7th July 2008 the board of directors of the Company resolved to propose to the shareholder of the Company to transfer the registered office of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to the United Kingdom.

3. All formalities with respect to the transfer of the registered office of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to the United Kingdom as provided for by articles 101-2 a 101-9 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") and by article 8 of the Council Regulation (EC) N ° 2157/2001 of 8th October 2001 on the Statute for a European company (the "Regulation"), have been complied with, in particular:

a) the board has drawn up a transfer proposal which was published in the Memorial number 1760 on 17 July 2008, i.e. at least two months prior to the present resolution of the sole shareholder of the Company;

b) the board has drawn up a board report on the proposed transfer of registered office from the Grand Duchy of Luxembourg to the United Kingdom in accordance with article 101-4 of the Law and article 8 (3) of the Regulation;

c) the board report and the transfer proposal were available for consultation to the creditors and the shareholder and the shareholder and the creditors have been duly informed of their right to consult the board report and the transfer proposal at the registered office of the Company one month prior to the present resolution;

d) the creditors were duly informed of their right to apply for security to the Tribunal d'Arrondissement de et a Luxembourg sitting in commercial matters within a two-month period starting on the date of publication of the transfer proposal in the Memorial;

e) the Company has no employees and no bondholders so that the requirements relating thereto are not applicable.

4. The agenda of the meeting was as follows:

A. Presentation and approval of the transfer proposal as published in the Memorial number 1760 on 17th July 2008 and the board report on the transfer of the registered office from the Grand Duchy of Luxembourg to the United Kingdom.

B. Approval of the change of nationality and approval of the transfer of the registered office of the Company from 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, United Kingdom.

C. Approval and adoption of new articles of association of the Company compliant with English law the proxyholder being expressly authorised and empowered to make and agree to such changes and amendments as deemed appropriate.

D. Acceptance of the resignation of Mr Jack Groesbeek, Mr Paul de Haan and Mr Dennis Bosje as directors of the Company with effect from 17th September 2008 and appointment of the following persons as additional directors of the Company until the annual general meeting of the shareholders of the Company approving the accounts for the financial year which shall end 31st December 2008:

- Mrs Anne Claire Siddell, company secretary, born on 17th May 1954 in Pinner, United Kingdom, residing at 10 Hearn Close, Manor Road, Penn, Bucks, HP10 8JT, United Kingdom;

- Mr Andrew Frank Crow, chartered accountant, born on 12th July 1957 in Bromley, United Kingdom, residing at 61 Palace Road, Tulse Hill, London, SW2 3LB, United Kingdom;

- Mr Peter Ian Wrankmore, chartered accountant, born on 10th April 1969 in Eastleigh, United Kingdom, residing at 5 Park Road, Bishops Waltham, Southampton, S032 1BQ, United Kingdom; and

- Mr Nicolas Michael Perkins, international tax manager, born on 16th September 1969 in Bridgend, United Kingdom, residing at Flat 1, 46 Islington Park Street, London, N1 1PX, United Kingdom.

E. Acceptance of the resignation of Mrs Valerie Fisson as statutory auditor of the Company with effect from 17th September 2008.

Thereafter the sole shareholder took the following resolutions:

First resolution

The transfer proposal relating to the transfer of the registered office of the Company from 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, United Kingdom, as published in the Memorial number 1760 on 17 July 2008 and the board report thereon were presented to the sole shareholder.

Thereafter the sole shareholder carefully considered the terms thereof and resolved to approve such transfer proposal subject to any amendments which appeared necessary as provided for in the following resolutions.

Second resolution

The sole shareholder resolved to change the nationality of the Company from Luxembourg to English and to transfer the registered office of the Company from 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, United Kingdom, with effect from the date hereof.

Third resolution

The sole shareholder noted the proposed articles of association as set out in the transfer proposal published in the Memorial number 1760 on 17 July 2008 and noted that the new articles of association of the Company to be adopted by it further to the transfer of the Company's registered office to the United Kingdom approved hereabove shall comply with English law.

Therefore, the sole shareholder resolved to adopt new articles of association of the Company as follows:

"STATUTES OF UBM INTERNATIONAL HOLDINGS SE ("THE COMPANY")

Interpretation

1. In these Statutes:

The following words and expressions have the following meanings;

1.1 "Acts" means the Companies Acts 1985 and 2006 including any statutory modification or re-enactment thereof for the time being in force.

"address" in relation to an electronic communication includes any number or address used for the purposes of such communication.

"administrative organ" means the body responsible for the management of the Company, and in these Statutes such term is used interchangeably with, and should be construed synonymously with, the term "members", meaning the members or any of them acting as the administrative organ of the Company. In addition, a reference in the Acts to the board of directors or the directors shall be construed as a reference to the administrative organ or the members, respectively.

"auditors" means the auditors of the Company.

"clear days" in relation to the period of a notice means that period excluding the day when the notice is given or deemed to be given and the day for which it is given or on which it is to take effect.

"electronic communication" means the same as in the Electronic Communications Act 2000.

"executed" includes any mode of execution.

"member" means, except where the context otherwise required, a member of the administration organ of the Company, as such term is used in the Rules and "members" shall be construed accordingly.

"office" means the registered office of the Company.

"Rules" shall collectively mean Council Regulation (EC) No 2157/2001 of 8 October 2001 on the Statute for a European Company (SE), Council Directive 2001/86/EC of 8 October 2001 supplementing the Statute for a European Company with regard to the involvement of employees and The European Public Limited-Liability Company Regulations 2004 (Statutory Instrument 2004 No. 2326).

"secretary" means the secretary of the Company or any other person appointed to perform the duties of the secretary of the Company, including a joint, assistant or deputy secretary.

"shareholder" in relation to shares means the shareholder whose name is entered in the register of shareholders as the holder of the shares.

"Statutes" means the statutes of the Company, wherein are set forth, as required by the Rules, the rules for the operation of the Company.

"uncertificated" in relation to a share means that, by virtue of legislation (other than section 778 of the Companies Act 2006) permitting title to shares to be evidenced and transferred without a certificate, title to that share is evidenced and may be transferred without a certificate.

"the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland.

1. 2 Unless the context otherwise requires, words or expressions contained in these Statutes bear the same meaning as in the Acts or in the Rules as the case may be but excluding any statutory modification thereof not in force when these Statutes become binding on the Company.

1. 3 Powers of delegation shall not be restrictively construed but the widest interpretation shall be given to them.

1. 4 No power of delegation shall be limited by the existence or, except where expressly provided by the terms of delegation, the exercise of that or any other powers of delegation.

1. 5 Except where expressly provided by the terms of delegation, the delegation of a power shall not exclude the concurrent exercise of that power by any other body or person who is for the time being authorised to exercise it under the Statutes or under another delegation of the power.

1. 6 References to a document being executed include references to its being executed under hand or under seal or by any other method.

1. 7 Unless the context otherwise requires, any reference to "writing" or "written" shall include any method of reproducing words or text in a legible and non-transitory form and for the avoidance of doubt shall include email.

1. 8 Save where specifically required or indicated otherwise words importing one gender shall be treated as importing any gender, words importing individuals shall be treated as importing corporations and vice versa, words importing the singular shall be treated as importing the plural and vice versa, and words importing the whole shall be treated as including a reference to any part thereof.

1. 9 Clause and paragraph headings are inserted for ease of reference only and shall not affect construction.

Name and registered office

2. The Company's name is UBM INTERNATIONAL HOLDINGS SE.

3. The Company's registered office is situated at Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, United Kingdom.

Share capital

4. The subscribed capital of the Company shall amount to EURO 120,000 and shall be divided into 120,000 par value shares with a nominal value of EURO 1.00 each.

5. Subject to the provisions of the Acts and without prejudice to any rights attached to any existing shares, any share may be issued with such rights or restrictions as the Company may by ordinary resolution determine.

6. Subject to the provisions of the Acts, shares may be issued which are to be redeemed or are to be liable to be redeemed at the option of the Company or the shareholders on such terms and in such manner as may be provided by these Statutes.

7. Except as required by law, no person shall be recognised by the Company as holding any share upon any trust and (except as otherwise provided by these Statutes or by law) the Company shall not be bound by or recognise any interest in any share except an absolute right to the entirety thereof in the holder.

8. The liability of the Company's shareholders is limited.

No share certificates

9. None of the Company's shareholders shall be entitled to receive any share certificate(s) in respect of any shares in the Company and the register of shareholders of the Company shall be conclusive evidence of a shareholder's title to any shares of the Company.

Transfer of shares

10. The instrument of transfer of a share may be in any usual form or in any other form which the members may approve and shall be executed by or on behalf of the transferor and, unless the share is fully paid, by or on behalf of the transferee.

11. The Company shall be entitled to retain any instrument of transfer which is registered.

Transmission of shares

12. A person becoming entitled to a share in consequence of the merger or consolidation of any shareholder being a corporation may, upon such evidence being produced as the members may properly require, elect either to become the shareholder or to have some person nominated by him registered as the transferee. If he elects to become the shareholder, he shall give notice to the Company to that effect. If he elects to have another person registered, he shall execute an instrument of transfer of the share to that person. All provisions in the Statutes relating to the transfer of shares shall

apply to the notice or instrument of transfer as if it were an instrument of transfer executed by the shareholder and the merger or consolidation of the shareholder had no occurred.

13. A person becoming entitled to a share in consequence of the merger or consolidation of any shareholder being a corporation shall have the rights to which he would be entitled if he were the shareholder, except that he shall not, before being registered as the shareholder, be entitled in respect of it to attend or vote at any meeting of the Company or at any separate meeting of the shareholders of any class of shares in the Company.

Alteration of share capital

14. The Company may by ordinary resolution:

- (a) increase its share capital by new shares of such amount as the resolution prescribes;
- (b) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger amount than its existing shares;
- (c) subject to the provisions of the Acts, sub-divide its shares, or any of them, into shares of smaller amount and the resolution may determine that, as between the shares resulting from the subdivision, any of them may have any preference or advantage as compared with the others; and
- (d) cancel shares which, at the date of the passing of the resolution, have not been taken or agreed to be taken by any person and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled.

15. Subject to the provisions of the Acts, the Company may by special resolution reduce its share capital, any capital redemption reserve and any share premium account in any way.

Purchase of own shares

16. Subject to the provisions of the Acts, the Company may purchase its own shares (including any redeemable shares).

General meetings

17. The Company shall hold a general meeting at least once every calendar year within six months of the end of its financial year.

18. All general meetings other than annual general meetings shall be called general meetings.

19. The members may call general meetings and, on the requisition of shareholders pursuant to the provisions of the Acts, shall forthwith proceed to convene a general meeting for a date not later than eight weeks after receipt of the requisition.

Notice of general meetings

20. An annual general meeting shall be called by at least twenty-one clear days' notice. All other general meetings shall be called by at least fourteen clear days' notice but a general meeting may be called by shorter notice if it is so agreed:

- (a) in the case of an annual general meeting, by all the shareholders entitled to attend and vote thereat; and
- (b) in the case of any other meeting by a majority in number of the shareholders having a right to attend and vote being a majority together holding not less than ninety-five per cent in nominal value of the shares giving that right.

21. The notice shall specify the time and place of the meeting and the general nature of the business to be transacted and, in the case of an annual general meeting, shall specify the meeting as such.

22. Subject to the provisions of the Statutes and to any restrictions imposed on any shares, the notice shall be given to all the shareholders and to the auditors.

23. The accidental omission to give notice of a meeting to, or the non-receipt of notice of a meeting by, any person entitled to receive notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.

24. Where for any purpose an ordinary resolution of the Company is required, a special resolution shall also be effective.

Proceedings at general meetings

25. No business shall be transacted at any meeting unless a quorum is present. One person entitled to vote upon the business to be transacted, being a shareholder or a proxy for a shareholder or a duly authority representative of a corporation, shall be a quorum.

26. The shareholders present and entitled to vote at any general meeting shall choose one of their number to preside as chairman of such meeting.

27. A resolution put to the vote of a meeting shall be decided on a show of hands unless before, or on the declaration of the result of, the show of hands a poll is duly demanded by the chairman or any member present, in person or by proxy, or duly authorised representative, and entitled to vote.

28. In the case of an equality of votes the chairman shall be entitled to a casting vote in addition to any other vote he may have.

Votes of shareholders

29. Subject to any rights or restrictions attached to any shares every shareholder shall have one vote for every share of which he is the shareholder.

30. Votes may be cast in person or by proxy.

31. A vote given or poll demanded by proxy or by the duly authorised representative of a corporation shall be valid notwithstanding the previous determination of the authority of the person voting or demanding a poll unless notice of the determination was received by the Company at the office or at such other place at which the instrument of proxy was duly deposited or, where the appointment of the proxy was contained in an electronic communication, at the address at which such appointment was duly received before the commencement of the meeting or adjourned meeting at which the vote is given or the poll demanded or (in the case of a poll taken otherwise than on the same day as the meeting or adjourned meeting) the time appointed for taking the poll.

Numbers of members

32. Unless otherwise determined by ordinary resolution, the number of members shall not be subject to any maximum but shall be not less than two.

Power of members

33. The Company shall operate under a one-tier system as prescribed by the Rules. Subject to the provisions of the Rules, the Acts, the Statutes and to any directions given by special resolution, the business of the Company shall be managed by the members who may exercise all the powers of the Company and the following transactions shall require an express decision of the administrative organ:

(a) the appointment of any person to be and fulfil the role (as defined by the members) of (i) President; (ii) Vice-President; (iii) Controller; and (iv) Treasurer for the Company;

(b) the disposal of the whole of the Company's undertaking or property or a substantial part thereof; and

(c) the acquisition of the whole or any substantial part of the undertaking, assets or business of any other company or any firm or person or the entry into of any joint venture or partnership with any other person.

34. No alteration of the Statutes and no such direction shall invalidate any prior act of the members which would have been valid if that alteration had not been made or that direction had not been given. The powers given by this Statute 34 shall not be limited by any special power given the members by the Statutes and a meeting of members at which a quorum is present may exercise all powers exercisable by the members.

35. The members may, by power of attorney or otherwise, appoint any person to be the agent of the Company for such purposes and on such conditions as they determine, including authority for the agent to delegate all or any of his powers.

36. The members shall be under a duty, even after they have ceased to hold office, not to divulge any information which they have concerning the Company the disclosure of which might be prejudicial to the Company's interests, except where such disclosure is required or permitted under law or is in the public interest.

Appointment and removal of members

37. Members previously appointed by shareholders' resolution shall continue as members for the duration of the terms specified in those shareholders' resolutions unless removed earlier by an ordinary resolution of the Company. All members shall be appointed (for a term of one year) either:

(i) by an ordinary resolution of the Company; or

(ii) by a decision of the members,

and may be removed prior to the expiration of the term of their appointment by ordinary resolution of the Company. A member who is appointed by a decision of the members must retire at the next following annual general meeting.

38. A member whose term of appointment shall expire shall be eligible for reappointment once or more than once but always such that any new appointment shall be for a term of one year and subject to such appointment (and any subsequent removal prior to the expiration of the term of their appointment) being made by an ordinary resolution of the Company.

Disqualification and removal of members

39. The office of a member shall be vacated if:

(a) he ceases to be a member by virtue of any provision of the Acts or he becomes prohibited by law from being a member; or

(b) he becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally; or

(c) he is, or may be, suffering from mental disorder and either:

(i) he is admitted to hospital in pursuance of an application for admission for treatment under the Mental Health Act 1983 or, in Scotland, an application for admission under the Mental Health (Scotland) Act 1960; or

(ii) an order is made by a court having jurisdiction (whether in the United Kingdom or elsewhere) in matters concerning mental disorder for his detention or for the apportionment of a receiver, curator bonis or other person to exercise powers with respect to his property or affairs; or

(d) he resigns his office by notice to the Company.

Remuneration of members

40. The members shall be entitled to a remuneration and the reimbursement of their expenses as the Company by ordinary resolution determines.

Proceedings of members

41. Subject to the provisions of the Statutes, the members may regulate their proceedings as they think fit. A member may, and the secretary at the request of a member shall, call a meeting of the members and in any event shall do so at least every three months to discuss the progress and foreseeable development of the Company's business. Notice of a meeting of the members shall be deemed to be properly given to a member if it is given to him personally or by word of mouth or sent in writing or by electronic communication to him at his last known address or any other address given by him to the Company for this purpose. Any member may waive notice of a meeting and any such waiver may be retrospective. Questions arising at a meeting shall be decided by a majority of votes. In this case of an equality of votes, the chairman shall have a second or casting vote.

42. The quorum for the transaction of the business of the members may be fixed by the members and unless so fixed at any other number shall be two.

43. The continuing members or a sole continuing member may act notwithstanding any vacancies in their number, but, if the number of members is less than the number fixed as the quorum, the continuing members of member may act only for the purpose of calling a general meeting.

44. The members shall appoint one of their number to be chairman of the administrative organ and may at any time remove him from that office. Unless he is unwilling to do so, the member so appointed shall preside at every meeting of members at which he is present. If there is no member holding that office, or if the member holding it is unwilling to preside or is not present within five minutes after the time appointed for the meeting, the members present may appoint one of their number to be chairman of the meeting.

45. All acts done by a meeting of members, or of a committee of members, or by a person acting as a member shall, notwithstanding that it be afterwards discovered that there was a defect in the appointment of any member or that any of them were disqualified from holding office, or had vacated office, or were entitled not to vote, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified and had continued to be a member and had been entitled to vote.

46. A resolution in writing signed by all the members entitled to receive notice of a meeting of members or of a committee of members shall be as valid and effectual as if it had been passed at a meeting of members or (as the case may be) a committee of members duly convened and held and may consist of several documents in the like form each signed by one or more members.

47. The contemporaneous connection of a number of the members not less than the quorum, regardless of the physical location, by any means of electronic communication shall be deemed to constitute a properly held meeting of the members so long as the following conditions are met:

(a) throughout the meeting each of the members taking part must be able to:

(i) hear each of the other members taking part; and

(ii) subject as mentioned below, send and receive communications simultaneously to and from all of the other members taking part;

(b) at the beginning and at the conclusion of the meeting the chairman shall ask all of those who have been a party to the proceedings to acknowledge their presence and to confirm that they have attended throughout the meeting.

Such a meeting shall be deemed to take place where it is convened to be held or (if no member is present in that place) where the largest group of those participating is assembled, or, if there is no such group, where the chairman of the meeting is located. The word "meeting" in the Statutes shall be construed accordingly.

The meeting shall have been validly conducted notwithstanding that a member may have been accidentally disconnected during the meeting, so long as a quorum of members was connected at all times. A minute of the proceedings shall be sufficient evidence to the observance of the necessary formalities if certified by a member who was party to them.

48. Subject to such disclosure as is required by the Acts and the Statutes, a member shall be entitled to vote at any meeting of members or of a committee of members on, and be counted in the quorum present at a meeting in relation to, any resolution concerning a matter in which he has, directly or indirectly, an interest or duty which is material and which conflicts or may conflict with the interest of the Company.

49. Each member is entitled to require the administrative organ to provide to him all information submitted to the administrative organ.

Secretary

50. Subject to the provisions of the Acts, the secretary shall be appointed by the members for such term, at such remuneration and upon such conditions as they may think fit, and any secretary so appointed may be removed by them.

51. Two or more joint secretaries, each of whom shall have full authority to act alone and independently of each other, may be appointed pursuant to the provisions of Statute 50.

Minutes

52. The members shall cause minutes to be made in books kept for the purpose:

- (a) of all appointments of officers made by the members; and
- (b) of all proceedings at meetings of the Company, of the shareholders of any class of shares in the Company, and of the members, and of committees of members, including the names of the members present at each such meeting.

Notices

53. Any notice to be given to or by any person pursuant to the Statutes (other than a notice calling a meeting of the members) shall be in writing or shall be given using electronic communications to an address for the time being notified for that purpose to the person giving the notice.

54. The Company may give any notice to a shareholder either personally or by sending it by post in a prepaid envelope addressed to the shareholder at his registered address or by leaving it at the address or by giving it using electronic communications to an address for the time being notified to the Company by the shareholder.

55. A shareholder present, either in person or by proxy, at any meeting of the Company or of the shareholders of any class of shares in the Company shall be deemed to have received notice of the meeting and, where requisite, of the purposes for which it was called.

56. Every person who becomes entitled to a share shall be bound by any notice in respect of that share which, before his name is entered in the register of shareholders, has been duly given to a person from whom he derives his title.

57. Proof that an envelope containing a notice was properly addressed, prepaid and posted shall be conclusive evidence that the notice was given. Proof that a notice contained in an electronic communication was sent in accordance with guidance issued by the Institute of Chartered Secretaries and Administrators shall be conclusive evidence that the notice was given. A notice shall be deemed to be given at the expiration of 48 hours after the envelope containing it was posted or, in the case of a notice contained in an electronic communication, at the expiration of 48 hours after the time it was sent.

Procedure for declaring dividends

58. The Company may by ordinary resolution declare dividends, and the members may decide to pay interim dividends.

59. A dividend must not be declared by ordinary resolution unless the members have made a recommendation as to its amount. Such dividend must not exceed the amount recommended by the members.

60. No dividend may be declared or paid unless;

- (a) it appears to the members that the profits available for distribution justify the payment; and
- (b) it is in accordance with shareholders' respective rights.

61. Unless the ordinary resolution of the Company or members' decision to declare or pay a dividend, or the terms on which shares are issued, specify otherwise, it must be paid by reference to each shareholders' holding of shares on the date of the resolution or decision to declare or pay it.

62. If the Company's share capital is divided into different classes, no interim dividend may be paid on shares carrying deferred or non-preferred rights if, at the time of payment, any preferential dividend is in arrears.

63. The members may pay at intervals any dividend payable at a fixed rate if it appears to them that the profits available for distribution justify the payment.

64. If the members act in good faith they do not incur any liability to the holders of shares conferring preferred rights for any loss they may suffer by the lawful payment of an interim dividend on shares with deferred or non-preferred rights.

Calculation of dividends

65. Except as otherwise provided by these Statutes or the rights attached to shares, all dividends must be:

- (a) declared and paid according to the amounts paid up on the shares on which the dividend is paid; and
- (b) apportioned and paid proportionately to the amounts paid up on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend is paid.

66. If any share is issued on terms providing that it ranks for dividend as from a particular date, the share ranks for dividend accordingly.

67. For the purpose of calculating dividends, no account is to be taken of any amount which has been paid up on a share in advance of the due date for payment of that amount.

Payment of dividends and other distributions

68. Where a dividend or other sum is payable in respect of a share, it must be paid by one or more of the following means:

(a) transfer to a bank account specified by the distribution recipient in writing or by such other means as the members decide;

(b) sending a cheque made payable to the distribution recipient by post to the distribution recipient at the distribution recipient's registered address (if the distribution recipient is a holder of the share), or (in any other case) to an address specified by the distribution recipient in writing or by such other means as the members decide;

(c) sending a cheque made payable to such person by post to such person at such address as the distribution recipient has specified in writing or by such other means as the members decide; or

(d) any other means of payment (including by the allotment or transfer of further shares in accordance with these Statutes) as the members agree with the distribution recipient in writing or by such other means as the members decide.

69. In these Statutes "distribution recipient" means, in the respect of a share in respect of which a dividend or other sum is payable:

(a) the holder of the share; or

(b) if the share has two or more joint holders, whichever of them is named first in the register of members; or

(c) if the holder is no longer entitled to the share by reason of death or bankruptcy, or otherwise by operation of law, the transmittee.

Deductions from distributions in respect of sums owed to the company

70. If a share is partly paid for any part of the share's nominal value and any premium at which it has been issued, the members may deduct from any dividend or other sum payable in respect of the share any sum of money which is payable to the Company in respect of that share.

71. Money so deducted must be used to pay any of the sums payable in respect of that share.

72. The Company must notify the distribution recipient in writing of:

(a) the fact and amount of any such deduction;

(b) any non-payment of a dividend or other sum payable in respect of a share resulting from any such deduction; and

(c) how the money deducted has been applied.

No interest on distributions

73. The Company may not pay interest on any dividend or other sum payable in respect of a share unless otherwise provided by:

(a) the terms on which the share was issued; or

(b) the provisions of another agreement between the holder of that share and the Company.

Unclaimed distributions

74. All dividends or other sums which are:

(a) payable in respect of shares; and

(b) unclaimed after having been declared or become payable, must be invested or otherwise made use of by the members for the benefit of the Company until claimed.

75. The payment of such dividend or other sum into a separate account does not make the Company a trustee in respect of it.

76. If:

(a) twelve years have passed from the date on which a dividend or other sum became due for payment; and

(b) the distribution recipient has not claimed it, the distribution recipient is no longer entitled to that dividend or other sum and it ceases to remain owing by the Company.

Non-cash distributions

77. Subject to the terms of issue of the share in question, the Company may, by ordinary resolution on the recommendation of the members, decide to pay all or part of a dividend or other sum payable in respect of a share by transferring non-cash assets of equivalent value (including, without limitation, shares or other securities in any company).

78. If the shares in respect of which such a non-cash distribution is paid are uncertificated, any shares in the Company which are issued as a non-cash distribution in respect of them must be uncertificated.

79. For the purpose of paying a non-cash distribution, the members may make whatever arrangement they think fit, including:

- (a) fixing the value of any assets;
- (b) paying cash to any distribution recipient on the basis of that value in order to adjust the rights of recipients; and
- (c) vesting any assets in trustees.

Waiver of distributions

80. Distribution recipients may waive their entitlement to a dividend or other sum payable in respect of a share by giving the Company notice in writing to that effect, but if:

- (a) the share has more than one holder; or
- (b) more than one person is entitled to the share, whether by reason of the death or bankruptcy or one of more joint holders, or otherwise, the notice is not effective unless it is expressed to be given and signed, by all the holders or persons otherwise entitled to the share.

Winding up

81. If the Company is wound up, the liquidator may, with the sanction of a special resolution of the Company and any other sanction required by the Acts, divide among the shareholders in specie the whole or any part of the assets of the Company and may, for that purpose, value any assets and determine how the division shall be carried out as between the shareholders or different classes of shareholders. The liquidator may, with the like sanction, vest the whole or any part of the assets in trustees upon such trusts for the benefit of the shareholders as he with the like sanction determines, but no shareholder shall be compelled to accept any assets upon which there is a liability.

Indemnity

82. Subject to the provisions of the Acts but without prejudice to any indemnity to which a member may otherwise be entitled, every member or other officer of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company against any liability incurred by him in defending any proceedings, whether civil or criminal, in which judgment is given in his favour or in which he is acquitted or in connection with any application in which relief is granted to him by the court from liability for negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to the affairs of the Company.

83. Without prejudice to the provisions of Statute 82 and subject to what the Company by ordinary resolution of the shareholders determines, the members may exercise all the powers of the Company to purchase and maintain insurance for or for the benefit of any person who is or was a member, other officer or employee or auditor of the Company, or any body which is or was the holding company or subsidiary undertaking of the Company, or in which the Company or such holding company or subsidiary undertaking has or had any interest (whether direct or indirect) or with which the Company or such holding company or subsidiary undertaking is or was in any way allied or associated against any liability incurred by such person in respect of any act or omission in the actual or purported execution or discharge of his duties or in the exercise or purported exercise of his powers or otherwise in relation to his duties, powers or officers in relation to the relevant body or fund.

Exclusion of table A

84. Neither the regulations in Table A in the First Schedule to the Companies Act 1948 nor those in Table A in the schedule to the Companies (Table A to F) Regulations 1985 as amended from time to time shall apply to the Company.

Objects

85. The Company's objects are to carry on the business of a general commercial company; to subscribe for, take, purchase, or otherwise acquire, hold, sell, deal with and dispose of, place and underwrite shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations or securities issues or guaranteed by any other company constituted or carrying on business in any part of the world, and debentures, debenture stocks, bonds obligations or securities issued or guaranteed by any government or authority, municipal, local or otherwise, in any part of the world; to carry on any other trade or business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the objects specified in this Statute 85 or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the property, assets or rights of the Company and to do all such things as are incidental or conducive to the above objects or any of them".

Fourth resolution

The sole shareholder acknowledged and accepted the resignation of Mr Jack Groesbeek, Mr Paul de Haan and Mr Dennis Bosje as directors of the Company with effect from 17th September 2008 and resolved to appoint the following persons as additional directors of the Company until the annual meeting of the Company approving the accounts for the financial year which shall end 31st December 2008:

- Mrs Anne Claire Siddell, company secretary, born on 17th May 1954 in Pinner, United Kingdom, residing at 10 Hearn Close, Manor Road, Penn, Bucks, HP10 8JT, United Kingdom;
- Mr Andrew Frank Crow, chartered accountant, born on 12th July 1957 in Bromley, United Kingdom, residing at 61 Palace Road, Tulse Hill, London, SW2 3LB, United Kingdom;

- Mr Peter Ian Wrankmore, chartered accountant, born on 10th April 1969 in Eastleigh, United Kingdom, residing at 5 Park Road, Bishops Waltham, Southampton, S032 1BQ, United Kingdom; and

- Mr Nicolas Michael Perkins, international tax manager, born on 16th September 1969 in Bridgend, United Kingdom, residing at Flat 1, 46 Islington Park Street, London, N1 1PX, United Kingdom.

Fifth resolution

The sole shareholder acknowledged and accepted the resignation of Mrs Valerie Fisson as statutory auditor of the Company with effect from 17th September.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the transfer of its registered office from the Grand Duchy of Luxembourg to the United Kingdom are estimated at € 3,100,-.

There being no further business on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Luxembourg on the day beforementioned

After reading these minutes the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-septième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire demeurant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu United Business Media Shelfco No 8 Limited, une société de droit anglais avec siège social à Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London 8E1 9UY, Royaume-Uni, représenté par Monsieur Paul de Haan, comptable, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration du 15 septembre 2008, étant le seul actionnaire d'UBM International Holdings SE (la «Société»), une société européenne avec siège social au 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 80.996, constituée sous forme d'une société à responsabilité limitée par acte de M^e Jean Joseph Wagner, notaire demeurant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, le 28 février 2001 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 859 le 9 octobre 2001, et convertie en une société anonyme par acte de Maître Blanche Moutrier, prénommée, le 7 mai 2008 publié au Mémorial numéro 1187 du 16 mai 2008. La Société a été convertie en une société européenne par acte de Maître Blanche Moutrier, prénommée, le 24 juin 2008 publié au Mémorial numéro 1657 du 5 juillet 2008.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Blanche Moutrier, prénommée, le 24 juin 2008 publié au Mémorial numéro 1657 du 5 juillet 2008.

Le comparant a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

1. L'actionnaire unique détient toutes les cent vingt mille (120.000) actions émises par la Société et que l'actionnaire unique avait une connaissance préalable suffisante de l'ordre du jour de l'assemblée et a renoncé à tout droit à une convocation préalable de sorte que des résolutions peuvent être valablement prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. Le 7 juillet 2008 le conseil d'administration de la Société a décidé de proposer aux actionnaires de la Société de transférer le siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers le Royaume-Uni.

3. Toutes les formalités relatives au transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers le Royaume-Uni telles que prévues par les articles 101-2 à 101-9 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») et par l'article 8 du Règlement CE 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (le «Règlement») ont été respectées, notamment;

a) le conseil a établi un projet de transfert qui a été publié au Mémorial numéro 1760 du 17 juillet 2008, c'est à dire au moins deux mois avant la présente résolution de l'actionnaire unique de la Société;

b) le conseil a établi un rapport du conseil d'administration sur le transfert proposé du siège social du Grand-Duché de Luxembourg vers le Royaume-Uni conformément à l'article 101-4 de la Loi et à l'article 8(3) du Règlement;

c) le rapport du conseil d'administration et le projet de transfert étaient disponibles à la consultation par les créanciers et l'actionnaire et l'actionnaire et les créanciers ont été dûment informés de leur droit de consulter le rapport du conseil d'administration et le projet de transfert du siège social de la Société un mois avant la présente résolution;

d) les créanciers ont été dûment informés de leur droit de demander au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale la constitution de sûretés pendant une période de deux mois à partir de la date de publication du projet de transfert au Mémorial;

e) la Société n'a pas d'employés ni d'obligataires de sorte que les conditions y relatives ne sont pas applicables.

4. Que l'ordre du jour de l'assemblée est comme suit:

A. Présentation et approbation du projet de transfert tel que publié au Mémorial numéro 1760 du 17 juillet 2008 et du rapport du conseil d'administration concernant le transfert du siège social du Grand-Duché de Luxembourg vers le Royaume-Uni.

B. Approbation du changement de nationalité et approbation du transfert du siège social de la Société du 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au Ludgate House, 245 Blackfriars Road, Londres SE1 9UY, Royaume Uni.

C. Approbation et adoption de nouveaux statuts de la Société conformes au droit anglais le mandataire étant expressément autorisé et ayant le pouvoir de procéder et de donner son accord aux modifications qui lui sembleront appropriées.

D. Acceptation de la démission de M. Jack Groesbeek, M. Paul de Haan et M. Dennis Bosje en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 17 septembre 2008 et nomination des personnes suivantes en tant qu'administrateurs supplémentaires de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui statuera sur les comptes annuels de l'année sociale prenant fin le 31 décembre 2008:

- Mme Anne Claire Siddell, secrétaire de société, née le 17 mai 1954 à Pinner, Royaume Uni, demeurant au 10 Hearn Close, Manor Road, Penn, Bucks, HP10 8JT, Royaume Uni;

- M. Andrew Frank Crow, expert comptable, né le 12 juillet 1957 à Bromley, Royaume Uni, demeurant au 61 Palace Road, Tulse Hill, Londres, SW2 3LB, Royaume Uni;

- M. Peter Ian Wrankmore, expert comptable, né le 10 avril 1969 à Eastleigh, Royaume Uni, demeurant au 5 Park Road, Bishops Waltham, Southampton, S032 1BQ, Royaume Uni; et

- M. Nicolas Michael Perkins, directeur fiscalité internationale, né le 16 septembre 1969 à Bridgend, Royaume Uni, demeurant au Appartement 1, 46 Islington Park Street, Londres, N1 1PX, Royaume Uni.

E. Acceptation de la démission de Mme Valérie Fisson en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au 17 septembre 2008.

Suite à quoi, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le projet de transfert concernant le transfert du siège social de la Société du 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au Ludgate House, 245 Blackfriars Road, Londres SE1 9UY, Royaume Uni, tel que publié au Mémorial numéro 1760 du 17 juillet 2008 et du rapport du conseil d'administration y relatif ont été présentés à l'actionnaire unique.

Ensuite l'actionnaire unique a attentivement examiné leurs termes et a décidé d'approuver le projet de transfert sous réserve de toutes modifications nécessaires telles que prévues dans les résolutions suivantes.

Seconde résolution

L'actionnaire unique a décidé de changer la nationalité de la Société de luxembourgeoise en anglaise et de transférer le siège social de la Société du 17, boulevard Prince Henri à L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au Ludgate House, 245 Blackfriars Road, Londres SE1 9UY, Royaume-Uni avec effet à partir de la date du présent acte.

Troisième résolution

L'actionnaire unique a pris note des statuts proposés tels que figurant au projet de transfert publié au Mémorial numéro 1760 du 17 juillet 2008 et a pris note que les statuts de la Société devant être adoptés suite au transfert du siège social de la Société vers le Royaume-Uni approuvés ci-dessus doivent être conformes au droit anglais.

Par conséquent, l'actionnaire unique a décidé d'adopter des nouveaux statuts de la société comme suit:

"STATUTES OF UBM INTERNATIONAL HOLDINGS SE ("THE COMPANY")

Interpretation

1. IN THESE STATUTES:

The following words and expressions have the following meanings:

1.1 "Acts" means the Companies Acts 1985 and 2006 including any statutory modification or re-enactment thereof for the time being in force.

"address" in relation to an electronic communication includes any number or address used for the purposes of such communication.

"administrative organ" means the body responsible for the management of the Company, and in these Statutes such term is used interchangeably with, and should be construed synonymously with, the term "members", meaning the members or any of them acting as the administrative organ of the Company. In addition, a reference in the Acts to the board of directors or the directors shall be construed as a reference to the administrative organ or the members, respectively.

"auditors" means the auditors of the Company.

"clear days" in relation to the period of a notice means that period excluding the day when the notice is given or deemed to be given and the day for which it is given or on which it is to take effect.

"electronic communication" means the same as in the Electronic Communications Act 2000.

"executed" includes any mode of execution.

"member" means, except where the context otherwise required, a member of the administration organ of the Company, as such term is used in the Rules and "members" shall be construed accordingly.

"office" means the registered office of the Company.

"Rules" shall collectively mean Council Regulation (EC) No 2157/2001 of 8 October 2001 on the Statute for a European Company (SE), Council Directive 2001/86/EC of 8 October 2001 supplementing the Statute for a European Company with regard to the involvement of employees and The European Public Limited-Liability Company Regulations 2004 (Statutory Instrument 2004 No. 2326).

"secretary" means the secretary of the Company or any other person appointed to perform the duties of the secretary of the Company, including a joint, assistant or deputy secretary.

"shareholder" in relation to shares means the shareholder whose name is entered in the register of shareholders as the holder of the shares.

"Statutes" means the statutes of the Company, wherein are set forth, as required by the Rules, the rules for the operation of the Company.

"uncertificated" in relation to a share means that, by virtue of legislation (other than section 778 of the Companies Act 2006) permitting title to shares to be evidenced and transferred without a certificate, title to that share is evidenced and may be transferred without a certificate.

"the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland.

1. 2 Unless the context otherwise requires, words or expressions contained in these Statutes bear the same meaning as in the Acts or in the Rules as the case may be but excluding any statutory modification thereof not in force when these Statutes become binding on the Company.

1. 3 Powers of delegation shall not be restrictively construed but the widest interpretation shall be given to them.

1. 4 No power of delegation shall be limited by the existence or, except where expressly provided by the terms of delegation, the exercise of that or any other powers of delegation.

1. 5 Except where expressly provided by the terms of delegation, the delegation of a power shall not exclude the concurrent exercise of that power by any other body or person who is for the time being authorised to exercise it under the Statutes or under another delegation of the power.

1. 6 References to a document being executed include references to its being executed under hand or under seal or by any other method.

1. 7 Unless the context otherwise requires, any reference to "writing" or "written" shall include any method of reproducing words or text in a legible and non-transitory form and for the avoidance of doubt shall include email.

1. 8 Save where specifically required or indicated otherwise words importing one gender shall be treated as importing any gender, words importing individuals shall be treated as importing corporations and vice versa, words importing the singular shall be treated as importing the plural and vice versa, and words importing the whole shall be treated as including a reference to any part thereof.

1. 9 Clause and paragraph headings are inserted for ease of reference only and shall not affect construction.

Name and registered office

2. The Company's name is UBM INTERNATIONAL HOLDINGS SE.

3. The Company's registered office is situated at Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, United Kingdom.

Share capital

4. The subscribed capital of the Company shall amount to EURO 120,000 and shall be divided into 120,000 par value shares with a nominal value of EURO 1.00 each.

5. Subject to the provisions of the Acts and without prejudice to any rights attached to any existing shares, any share may be issued with such rights or restrictions as the Company may by ordinary resolution determine.

6. Subject to the provisions of the Acts, shares may be issued which are to be redeemed or are to be liable to be redeemed at the option of the Company or the shareholders on such terms and in such manner as may be provided by these Statutes.

7. Except as required by law, no person shall be recognised by the Company as holding any share upon any trust and (except as otherwise provided by these Statutes or by law) the Company shall not be bound by or recognise any interest in any share except an absolute right to the entirety thereof in the holder.

8. The liability of the Company's shareholders is limited.

No share certificates

9. None of the Company's shareholders shall be entitled to receive any share certificate(s) in respect of any shares in the Company and the register of shareholders of the Company shall be conclusive evidence of a shareholder's title to any shares of the Company.

Transfer of shares

10. The instrument of transfer of a share may be in any usual form or in any other form which the members may approve and shall be executed by or on behalf of the transferor and, unless the share is fully paid, by or on behalf of the transferee.

11. The Company shall be entitled to retain any instrument of transfer which is registered.

Transmission of shares

12. A person becoming entitled to a share in consequence of the merger or consolidation of any shareholder being a corporation may, upon such evidence being produced as the members may properly require, elect either to become the shareholder or to have some person nominated by him registered as the transferee. If he elects to become the shareholder, he shall give notice to the Company to that effect. If he elects to have another person registered, he shall execute an instrument of transfer of the share to that person. All provisions in the Statutes relating to the transfer of shares shall apply to the notice or instrument of transfer as if it were an instrument of transfer executed by the shareholder and the merger or consolidation of the shareholder had no occurred.

13. A person becoming entitled to a share in consequence of the merger or consolidation of any shareholder being a corporation shall have the rights to which he would be entitled if he were the shareholder, except that he shall not, before being registered as the shareholder, be entitled in respect of it to attend or vote at any meeting of the Company or at any separate meeting of the shareholders of any class of shares in the Company.

Alteration of share capital

14. The Company may by ordinary resolution:

- (a) increase its share capital by new shares of such amount as the resolution prescribes;
- (b) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger amount than its existing shares;
- (c) subject to the provisions of the Acts, sub-divide its shares, or any of them, into shares of smaller amount and the resolution may determine that, as between the shares resulting from the subdivision, any of them may have any preference or advantage as compared with the others; and
- (d) cancel shares which, at the date of the passing of the resolution, have not been taken or agreed to be taken by any person and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled.

15. Subject to the provisions of the Acts, the Company may by special resolution reduce its share capital, any capital redemption reserve and any share premium account in any way.

Purchase of own shares

16. Subject to the provisions of the Acts, the Company may purchase its own shares (including any redeemable shares).

General meetings

17. The Company shall hold a general meeting at least once every calendar year within six months of the end of its financial year.

18. All general meetings other than annual general meetings shall be called general meetings.

19. The members may call general meetings and, on the requisition of shareholders pursuant to the provisions of the Acts, shall forthwith proceed to convene a general meeting for a date not later than eight weeks after receipt of the requisition.

Notice of general meetings

20. An annual general meeting shall be called by at least twenty-one clear days' notice. All other general meetings shall be called by at least fourteen clear days' notice but a general meeting may be called by shorter notice if it is so agreed:

- (a) in the case of an annual general meeting, by all the shareholders entitled to attend and vote thereat; and
- (b) in the case of any other meeting by a majority in number of the shareholders having a right to attend and vote being a majority together holding not less than ninety-five per cent in nominal value of the shares giving that right.

21. The notice shall specify the time and place of the meeting and the general nature of the business to be transacted and, in the case of an annual general meeting, shall specify the meeting as such.

22. Subject to the provisions of the Statutes and to any restrictions imposed on any shares, the notice shall be given to all the shareholders and to the auditors.

23. The accidental omission to give notice of a meeting to, or the non-receipt of notice of a meeting by, any person entitled to receive notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.

24. Where for any purpose an ordinary resolution of the Company is required, a special resolution shall also be effective.

Proceedings at general meetings

25. No business shall be transacted at any meeting unless a quorum is present.

One person entitled to vote upon the business to be transacted, being a shareholder or a proxy for a shareholder or a duly authority representative of a corporation, shall be a quorum.

26. The shareholders present and entitled to vote at any general meeting shall choose one of their number to preside as chairman of such meeting.

27. A resolution put to the vote of a meeting shall be decided on a show of hands unless before, or on the declaration of the result of, the show of hands a poll is duly demanded by the chairman or any member present, in person or by proxy, or duly authorised representative, and entitled to vote.

28. In the case of an equality of votes the chairman shall be entitled to a casting vote in addition to any other vote he may have.

Votes of shareholders

29. Subject to any rights or restrictions attached to any shares every shareholder shall have one vote for every share of which he is the shareholder.

30. Votes may be cast in person or by proxy.

31. A vote given or poll demanded by proxy or by the duly authorised representative of a corporation shall be valid notwithstanding the previous determination of the authority of the person voting or demanding a poll unless notice of the determination was received by the Company at the office or at such other place at which the instrument of proxy was duly deposited or, where the appointment of the proxy was contained in an electronic communication, at the address at which such appointment was duly received before the commencement of the meeting or adjourned meeting at which the vote is given or the poll demanded or (in the case of a poll taken otherwise than on the same day as the meeting or adjourned meeting) the time appointed for taking the poll.

Numbers of members

32. Unless otherwise determined by ordinary resolution, the number of members shall not be subject to any maximum but shall be not less than two.

Power of members

33. The Company shall operate under a one-tier system as prescribed by the Rules. Subject to the provisions of the Rules, the Acts, the Statutes and to any directions given by special resolution, the business of the Company shall be managed by the members who may exercise all the powers of the Company and the following transactions shall require an express decision of the administrative organ:

(a) the appointment of any person to be and fulfil the role (as defined by the members) of (i) President; (ii) Vice-President; (iii) Controller; and (iv) Treasurer for the Company;

(b) the disposal of the whole of the Company's undertaking or property or a substantial part thereof; and

(c) the acquisition of the whole or any substantial part of the undertaking, assets or business of any other company or any firm or person or the entry into of any joint venture or partnership with any other person.

34. No alteration of the Statutes and no such direction shall invalidate any prior act of the members which would have been valid if that alteration had not been made or that direction had not been given. The powers given by this Statute 34 shall not be limited by any special power given the members by the Statutes and a meeting of members at which a quorum is present may exercise all powers exercisable by the members.

35. The members may, by power of attorney or otherwise, appoint any person to be the agent of the Company for such purposes and on such conditions as they determine, including authority for the agent to delegate all or any of his powers.

36. The members shall be under a duty, even after they have ceased to hold office, not to divulge any information which they have concerning the Company the disclosure of which might be prejudicial to the Company's interests, except where such disclosure is required or permitted under law or is in the public interest.

Appointment and removal of members

37. Members previously appointed by shareholders' resolution shall continue as members for the duration of the terms specified in those shareholders' resolutions unless removed earlier by an ordinary resolution of the Company. All members shall be appointed (for a term of one year) either:

(i) by an ordinary resolution of the Company; or

(ii) by a decision of the members,

and may be removed prior to the expiration of the term of their appointment by ordinary resolution of the Company. A member who is appointed by a decision of the members must retire at the next following annual general meeting.

38. A member whose term of appointment shall expire shall be eligible for reappointment once or more than once but always such that any new appointment shall be for a term of one year and subject to such appointment (and any subsequent removal prior to the expiration of the term of their appointment) being made by an ordinary resolution of the Company.

Disqualification and removal of members

39. The office of a member shall be vacated if:

(a) he ceases to be a member by virtue of any provision of the Acts or he becomes prohibited by law from being a member; or

(b) he becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally; or

(c) he is, or may be, suffering from mental disorder and either:

(i) he is admitted to hospital in pursuance of an application for admission for treatment under the Mental Health Act 1983 or, in Scotland, an application for admission under the Mental Health (Scotland) Act 1960; or

(ii) an order is made by a court having jurisdiction (whether in the United Kingdom or elsewhere) in matters concerning mental disorder for his detention or for the apportionment of a receiver, curator bonis or other person to exercise powers with respect to his property or affairs; or

(d) he resigns his office by notice to the Company.

Remuneration of members

40. The members shall be entitled to a remuneration and the reimbursement of their expenses as the Company by ordinary resolution determines.

Proceedings of members

41. Subject to the provisions of the Statutes, the members may regulate their proceedings as they think fit. A member may, and the secretary at the request of a member shall, call a meeting of the members and in any event shall do so at least every three months to discuss the progress and foreseeable development of the Company's business. Notice of a meeting of the members shall be deemed to be properly given to a member if it is given to him personally or by word of mouth or sent in writing or by electronic communication to him at his last known address or any other address given by him to the Company for this purpose. Any member may waive notice of a meeting and any such waiver may be retrospective. Questions arising at a meeting shall be decided by a majority of votes. In this case of an equality of votes, the chairman shall have a second or casting vote.

42. The quorum for the transaction of the business of the members may be fixed by the members and unless so fixed at any other number shall be two.

43. The continuing members or a sole continuing member may act notwithstanding any vacancies in their number, but, if the number of members is less than the number fixed as the quorum, the continuing members of member may act only for the purpose of calling a general meeting.

44. The members shall appoint one of their number to be chairman of the administrative organ and may at any time remove him from that office. Unless he is unwilling to do so, the member so appointed shall preside at every meeting of members at which he is present. If there is no member holding that office, or if the member holding it is unwilling to preside or is not present within five minutes after the time appointed for the meeting, the members present may appoint one of their number to be chairman of the meeting.

45. All acts done by a meeting of members, or of a committee of members, or by a person acting as a member shall, notwithstanding that it be afterwards discovered that there was a defect in the appointment of any member or that any of them were disqualified from holding office, or had vacated office, or were entitled not to vote, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified and had continued to be a member and had been entitled to vote.

46. A resolution in writing signed by all the members entitled to receive notice of a meeting of members or of a committee of members shall be as valid and effectual as if it had been passed at a meeting of members or (as the case may be) a committee of members duly convened and held and may consist of several documents in the like form each signed by one or more members.

47. The contemporaneous connection of a number of the members not less than the quorum, regardless of the physical location, by any means of electronic communication shall be deemed to constitute a properly held meeting of the members so long as the following conditions are met:

(a) throughout the meeting each of the members taking part must be able to:

(i) hear each of the other members taking part; and

(ii) subject as mentioned below, send and receive communications simultaneously to and from all of the other members taking part;

(b) at the beginning and at the conclusion of the meeting the chairman shall ask all of those who have been a party to the proceedings to acknowledge their presence and to confirm that they have attended throughout the meeting.

Such a meeting shall be deemed to take place where it is convened to be held or (if no member is present in that place) where the largest group of those participating is assembled, or, if there is no such group, where the chairman of the meeting is located. The word "meeting" in the Statutes shall be construed accordingly.

The meeting shall have been validly conducted notwithstanding that a member may have been accidentally disconnected during the meeting, so long as a quorum of members was connected at all times. A minute of the proceedings shall be sufficient evidence to the observance of the necessary formalities if certified by a member who was party to them.

48. Subject to such disclosure as is required by the Acts and the Statutes, a member shall be entitled to vote at any meeting of members or of a committee of members on, and be counted in the quorum present at a meeting in relation to, any resolution concerning a matter in which he has, directly or indirectly, an interest or duty which is material and which conflicts or may conflict with the interest of the Company.

49. Each member is entitled to require the administrative organ to provide to him all information submitted to the administrative organ.

Secretary

50. Subject to the provisions of the Acts, the secretary shall be appointed by the members for such term, at such remuneration and upon such conditions as they may think fit, and any secretary so appointed may be removed by them.

51. Two or more joint secretaries, each of whom shall have full authority to act alone and independently of each other, may be appointed pursuant to the provisions of Statute 50.

Minutes

52. The members shall cause minutes to be made in books kept for the purpose:

(a) of all appointments of officers made by the members; and

(b) of all proceedings at meetings of the Company, of the shareholders of any class of shares in the Company, and of the members, and of committees of members, including the names of the members present at each such meeting.

Notices

53. Any notice to be given to or by any person pursuant to the Statutes (other than a notice calling a meeting of the members) shall be in writing or shall be given using electronic communications to an address for the time being notified for that purpose to the person giving the notice.

54. The Company may give any notice to a shareholder either personally or by sending it by post in a prepaid envelope addressed to the shareholder at his registered address or by leaving it at the address or by giving it using electronic communications to an address for the time being notified to the Company by the shareholder.

55. A shareholder present, either in person or by proxy, at any meeting of the Company or of the shareholders of any class of shares in the Company shall be deemed to have received notice of the meeting and, where requisite, of the purposes for which it was called.

56. Every person who becomes entitled to a share shall be bound by any notice in respect of that share which, before his name is entered in the register of shareholders, has been duly given to a person from whom he derives his title.

57. Proof that an envelope containing a notice was properly addressed, prepaid and posted shall be conclusive evidence that the notice was given. Proof that a notice contained in an electronic communication was sent in accordance with guidance issued by the Institute of Chartered Secretaries and Administrators shall be conclusive evidence that the notice was given. A notice shall be deemed to be given at the expiration of 48 hours after the envelope containing it was posted or, in the case of a notice contained in an electronic communication, at the expiration of 48 hours after the time it was sent.

Procedure for declaring dividends

58. The Company may by ordinary resolution declare dividends, and the members may decide to pay interim dividends.

59. A dividend must not be declared by ordinary resolution unless the members have made a recommendation as to its amount. Such dividend must not exceed the amount recommended by the members.

60. No dividend may be declared or paid unless;

(a) it appears to the members that the profits available for distribution justify the payment; and

(b) it is in accordance with shareholders' respective rights.

61. Unless the ordinary resolution of the Company or members' decision to declare or pay a dividend, or the terms on which shares are issued, specify otherwise, it must be paid by reference to each shareholders' holding of shares on the date of the resolution or decision to declare or pay it.

62. If the Company's share capital is divided into different classes, no interim dividend may be paid on shares carrying deferred or non-preferred rights if, at the time of payment, any preferential dividend is in arrears.

63. The members may pay at intervals any dividend payable at a fixed rate if it appears to them that the profits available for distribution justify the payment.

64. If the members act in good faith they do not incur any liability to the holders of shares conferring preferred rights for any loss they may suffer by the lawful payment of an interim dividend on shares with deferred or non-preferred rights.

Calculation of dividends

65. Except as otherwise provided by these Statutes or the rights attached to shares, all dividends must be:

- (a) declared and paid according to the amounts paid up on the shares on which the dividend is paid; and
- (b) apportioned and paid proportionately to the amounts paid up on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend is paid.

66. If any share is issued on terms providing that it ranks for dividend as from a particular date, the share ranks for dividend accordingly.

67. For the purpose of calculating dividends, no account is to be taken of any amount which has been paid up on a share in advance of the due date for payment of that amount.

Payment of dividends and other distributions

68. Where a dividend or other sum is payable in respect of a share, it must be paid by one or more of the following means:

- (a) transfer to a bank account specified by the distribution recipient in writing or by such other means as the members decide;
- (b) sending a cheque made payable to the distribution recipient by post to the distribution recipient at the distribution recipient's registered address (if the distribution recipient is a holder of the share), or (in any other case) to an address specified by the distribution recipient in writing or by such other means as the members decide;
- (c) sending a cheque made payable to such person by post to such person at such address as the distribution recipient has specified in writing or by such other means as the members decide; or
- (d) any other means of payment (including by the allotment or transfer of further shares in accordance with these Statutes) as the members agree with the distribution recipient in writing or by such other means as the members decide.

69. In these Statutes "distribution recipient" means, in the respect of a share in respect of which a dividend or other sum is payable:

- (a) the holder of the share; or
- (b) if the share has two or more joint holders, whichever of them is named first in the register of members; or
- (c) if the holder is no longer entitled to the share by reason of death or bankruptcy, or otherwise by operation of law, the transmittee.

Deductions from distributions in respect of sums owed to the company

70. If a share is partly paid for any part of the share's nominal value and any premium at which it has been issued, the members may deduct from any dividend or other sum payable in respect of the share any sum of money which is payable to the Company in respect of that share.

71. Money so deducted must be used to pay any of the sums payable in respect of that share.

72. The Company must notify the distribution recipient in writing of:

- (a) the fact and amount of any such deduction;
- (b) any non-payment of a dividend or other sum payable in respect of a share resulting from any such deduction; and
- (c) how the money deducted has been applied.

No interest on distributions

73. The Company may not pay interest on any dividend or other sum payable in respect of a share unless otherwise provided by:

- (a) the terms on which the share was issued; or
- (b) the provisions of another agreement between the holder of that share and the Company.

Unclaimed distributions

74. All dividends or other sums which are:

- (a) payable in respect of shares; and

(b) unclaimed after having been declared or become payable, must be invested or otherwise made use of by the members for the benefit of the Company until claimed.

75. The payment of such dividend or other sum into a separate account does not make the Company a trustee in respect of it.

76. If:

- (a) twelve years have passed from the date on which a dividend or other sum became due for payment; and
- (b) the distribution recipient has not claimed it, the distribution recipient is no longer entitled to that dividend or other sum and it ceases to remain owing by the Company.

Non-cash distributions

77. Subject to the terms of issue of the share in question, the Company may, by ordinary resolution on the recommendation of the members, decide to pay all or part of a dividend or other sum payable in respect of a share by transferring non-cash assets of equivalent value (including, without limitation, shares or other securities in any company).

78. If the shares in respect of which such a non-cash distribution is paid are uncertificated, any shares in the Company which are issued as a non-cash distribution in respect of them must be uncertificated.

79. For the purpose of paying a non-cash distribution, the members may make whatever arrangement they think fit, including:

- (a) fixing the value of any assets;
- (b) paying cash to any distribution recipient on the basis of that value in order to adjust the rights of recipients; and
- (c) vesting any assets in trustees.

Waiver of distributions

80. Distribution recipients may waive their entitlement to a dividend or other sum payable in respect of a share by giving the Company notice in writing to that effect, but if:

- (a) the share has more than one holder; or
- (b) more than one person is entitled to the share, whether by reason of the death or bankruptcy or one of more joint holders, or otherwise,

the notice is not effective unless it is expressed to be given and signed, by all the holders or persons otherwise entitled to the share.

Winding up

81. If the Company is wound up, the liquidator may, with the sanction of a special resolution of the Company and any other sanction required by the Acts, divide among the shareholders in specie the whole or any part of the assets of the Company and may, for that purpose, value any assets and determine how the division shall be carried out as between the shareholders or different classes of shareholders. The liquidator may, with the like sanction, vest the whole or any part of the assets in trustees upon such trusts for the benefit of the shareholders as he with the like sanction determines, but no shareholder shall be compelled to accept any assets upon which there is a liability.

Indemnity

82. Subject to the provisions of the Acts but without prejudice to any indemnity to which a member may otherwise be entitled, every member or other officer of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company against any liability incurred by him in defending any proceedings, whether civil or criminal, in which judgment is given in his favour or in which he is acquitted or in connection with any application in which relief is granted to him by the court from liability for negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to the affairs of the Company.

83. Without prejudice to the provisions of Statute 82 and subject to what the Company by ordinary resolution of the shareholders determines, the members may exercise all the powers of the Company to purchase and maintain insurance for or for the benefit of any person who is or was a member, other officer or employee or auditor of the Company, or any body which is or was the holding company or subsidiary undertaking of the Company, or in which the Company or such holding company or subsidiary undertaking has or had any interest (whether direct or indirect) or with which the Company or such holding company or subsidiary undertaking is or was in any way allied or associated against any liability incurred by such person in respect of any act or omission in the actual or purported execution or discharge of his duties or in the exercise or purported exercise of his powers or otherwise in relation to his duties, powers or officers in relation to the relevant body or fund.

Exclusion of table A

84. Neither the regulations in Table A in the First Schedule to the Companies Act 1948 nor those in Table A in the schedule to the Companies (Table A to F) Regulations 1985 as amended from time to time shall apply to the Company.

Objects

85. The Company's objects are to carry on the business of a general commercial company; to subscribe for, take, purchase, or otherwise acquire, hold, sell, deal with and dispose of, place and underwrite shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations or securities issues or guaranteed by any other company constituted or carrying on business in any part of the world, and debentures, debenture stocks, bonds obligations or securities issued or guaranteed by any government or authority, municipal, local or otherwise, in any part of the world; to carry on any other trade or business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the objects specified in this Statute 85 or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the property, assets or rights of the Company and to do all such things as are incidental or conducive to the above objects or any of them".

Quatrième résolution

L'actionnaire unique a constaté et accepté la démission de M. Jack Groesbeek, M. Paul de Haan et M. Dennis Bosje en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 17 septembre 2008 et a décidé de nommer les personnes suivantes en tant que administrateurs supplémentaires de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui statuera sur les comptes annuels de l'année sociale prenant fin le 31 décembre 2008:

- Mme Anne Claire Siddell, secrétaire de société, née le 17 mai 1954 à Pinner, Royaume Uni, demeurant au 10 Hearn Close, Manor Road, Penn, Bucks, HP10 8JT, Royaume Uni;
- M. Andrew Frank Crow, expert comptable, né le 12 juillet 1957 à Bromley, Royaume Uni, demeurant au 61 Palace Road, Tulse Hill, Londres, SW2 3LB, Royaume Uni;
- M. Peter Ian Wrانkmore, expert comptable, né le 10 avril 1969 à Eastleigh, Royaume Uni, demeurant au 5 Park Road, Bishops Waltham, Southampton, S032 1BQ, Royaume Uni; et
- M. Nicolas Michael Perkins, directeur fiscalité internationale, né le 16 septembre 1969 à Bridgend, Royaume Uni, demeurant au Appartement 1, 46 Islington Park Street, Londres, N1 1PX, Royaume Uni.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique a constaté et accepté la démission de Madame Valérie Fisson en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au 17 septembre 2008.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, en raison du transfert du siège social du Grand Duché de Luxembourg vers le Royaume-Uni sont évalués à € 3.100.-.

Aucun point ne restant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des parties, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes parties et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture les membres du bureau ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. de Haan, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 18 SEP. 2008, Relation: EAC/2008/11858. — Reçu douze euros 12,-€.

Le Releveur (signé): A. Santioni.

POUR COPIE CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 23 septembre 2008.

BLANCHE MOUTRIER.

Référence de publication: 2008124177/272/1006.

(080144830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Ribambelle 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1617 Luxembourg, 39-41, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 104.126.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124297/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT05209. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080144578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

ECCP II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 141.807.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the eighteenth of September.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Discovery Global Citizens Master Fund, Ltd, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, whose registered office is c/o Citi Hedge Funds Services (Cayman) Ltd., P.O. Box 10293 Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-1103 Cayman Islands, B.W.I., duly represented by Mrs Sabine PERRIER, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on September 16th, 2008;

2) Discovery Special Situations, Ltd, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, whose registered office is c/o Citi Hedge Funds Services (Cayman) Ltd., P.O. Box 10293 Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-1103 Cayman Islands, B.W.I., duly represented by Mrs Sabine PERRIER, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on September 16th, 2008.

Such proxies signed "ne varietur" by their respective attorneys and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

These appearing parties, through their attorneys, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a "public limited company" ("société anonyme"), which is hereby incorporated.

Chapter I. Form, Name, Registered office, Purpose, Duration**Art. 1. Form, Name.**

1.1. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the "Company") in the form of a "société anonyme" which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

1.2. The Company will exist under the name of "ECCP II S.A."

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

2.2. The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

2.3. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

2.4. In the event that in the view of the Director or, as the case may be, the Board of Directors extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested party by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Purpose.

3.1. The object of the company is the holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg companies or foreign companies and any other form of investment, the acquisition, by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

3.2. The Company may take interests, by any means, in any businesses, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

3.3. The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

3.4. The Company may further act as a general partner or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

3.5. The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all commercial, industrial or financial operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose, in accordance with the Law of August 10th., 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies' Law").

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. Capital, Shares, Transfer of shares**Art. 5. Share capital and Stock Compartments.**

5.1. The capital of the Company is set at fifty thousand US dollars (USD 50.000.-) represented by fifty thousand (50.000) Class A Shares (the "A Shares") with a par value of one US dollar (USD 1.-) each, forming Class A Stock Compartment which is dedicated to the participation in the Target A Company (the "Target A Company").

5.2. The Shareholders may create additional stock compartments (the "Stock Compartments"), split or divide the existing Stock Compartments. Each Stock Compartment shall, unless otherwise provided for in these Articles of Incorporation, correspond to a distinct part of the assets and liabilities of the Company.

5.3. Any share premium paid in respect of any share of a specific Stock Compartment upon their issuance shall be allocated to a share premium reserve account corresponding to that specific Stock Compartment of the Company.

5.4. Between the Shareholders and the creditors of the Company, each Stock Compartment shall be treated as a separate entity. The rights of the Shareholders and of creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a specific Stock Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or liquidation of a Stock Compartment are, except as otherwise provided for in these Articles of Incorporation or under applicable laws, strictly limited to the assets of that Stock Compartment and the assets of that Stock Compartment shall be exclusively available to satisfy such Shareholders and creditors only.

5.5. Unless otherwise provided for in these Articles of Incorporation, no resolutions of the Shareholders may be taken which would affect the rights of the Shareholders or creditors of a given Stock Compartment without the prior approval of the Shareholders or creditors, as the case may be, whose rights relate to that specific Stock Compartment. Any decisions or actions taken in violation of this limitation shall be null and void.

5.6. Any quorum and/or voting requirements shall apply mutatis mutandis at the level of each Stock Compartment.

5.7. Each Stock Compartment may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of any other Stock Compartment or of the company itself.

5.8. All the shares are fully paid up.

5.9. The shares are and shall always remain in the registered form.

5.10. The Shareholders' register, which may be examined by any Shareholder, will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each Shareholder, the type of shares and the indication of number held by each Shareholder, the indication of the payments made on the shares as well as the Transfers of shares and the dates thereof.

5.11. Each Shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

5.12. Ownership of the registered share shall be established by an entry in the Shareholders' register.

5.13. The transfers of shares will be carried out by a declaration of transfer entered into the Shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims set forth in article 1690 of the Luxembourg Civil code. Furthermore, the Company may accept and enter in the Shareholders' register any transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

5.14. Certificates reflecting the recordings in the Shareholders register will be delivered to the Shareholders. The Company may issue multiple share certificates.

5.15. The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the General Meeting of Shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

5.16. The new shares to be subscribed for by a contribution in cash will be offered by preference to the existing Shareholder(s) in proportion to the part of the capital which those Shareholders are holding. The Director or, as the case may be, the Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

5.17. Notwithstanding the above, the General Meeting of Shareholders, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of the Articles of Incorporation, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise authorize the Director or, as the case may be, the Board of Directors to do so.

Art. 6. Acquisition of its own shares.

6.1. The Company may acquire its own shares.

6.2. The Company may acquire its own shares with its reserves pursuant to the provisions set forth in article 49-2 of the Companies' Law.

Chapter III. Board of directors

Art. 7. Board of Directors.

7.1. In the event the Company is composed of a single Shareholder, the latest may appoint only one Director (the "Director"). When the Company is composed of several Shareholders, it shall be managed by a board of directors (the "Board of Directors") composed of at least three members who need not to be Shareholders (the "Directors", unless otherwise expressed any reference to Directors include the sole Director that may be appointed by a sole Shareholder).

7.2. The Directors will be elected by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting of Shareholders.

7.3. In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining Directors may meet and may elect by majority vote a director to fill such vacancy until the next General Meeting of Shareholders.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors.

8.1. The Board of Directors (if any) will appoint among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary (the "Secretary"), who need not to be a Director and who will inter alia be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the General Meetings of Shareholders.

8.2. The Board of Directors will meet upon notice sent by fax and executed by the Chairman. The notice, sent at least five (5) Business Days prior to the date of the meeting of the Board of Directors, shall indicate the date, time and place of the meeting and whether such meeting shall be held by means of tele-conference. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two Directors so require.

8.3. In case of urgent matters to be resolved upon, the meeting of the Board of Directors shall be convened by means of a notice in writing signed by the Chairman and to be sent by fax or by e-mail, provided the Directors acknowledge receipt of the notice, at least two (2) Business Days prior to the date of the meeting of the Board of Directors.

8.4. The meetings of the Board of Directors shall be chaired by the Chairman, or in the absence of the Chairman, by a Director appointed by the meeting of the Board of Directors.

8.5. The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by email of each Director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

8.6. Every meeting of the Board of Directors shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine.

8.7. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by fax or by email another Director as his proxy.

8.8. The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxy. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint by phone another Director to represent him to be confirmed in writing at a later stage.

8.9. The Board of Directors shall validly resolve at simple majority of the Directors present or represented at such meeting.

8.10. The Board of Directors may hold meetings by tele-conference provided that the Directors can hear and speak to each other and provided also that the majority of the Directors are present in person or by proxy. Any Director attending a meeting of the Board of Directors by tele-conference is deemed to be present. In that case the meeting of the Board of Directors is deemed to be held at the registered office of the Company if one Director is present at the registered office. If no such meeting is held at the registered office, the meeting is deemed to be held at the place where the Chairman or the person replacing him is located. After a tele-conference, the Secretary will prepare the minutes of that meeting and circulate those minutes for approval and signature to the Directors who attended that meeting. The minutes will constitute prima facie evidence of the proceedings and the content of that meeting and shall be distributed by the Chairman to all the Directors following the foregoing approval.

8.11. In case of urgency, a written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

Art. 9. Minutes of meetings of the Board of Directors.

9.1. The minutes of any meeting of the Board of Directors, recorded in English language by the Secretary, will be signed by the chairman of the meeting and by the Secretary. Any proxy will remain attached thereto.

Art. 10. Powers of the Board of Directors.

10.1 The Director or, as the case may be, the Board of Directors is vested with the broadest powers (except for those powers which are expressly reserved by the Companies' Law to the General Meeting of Shareholders) to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Companies'

Law to the General Meeting of Shareholders are in the competence of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

10.2. The Director or, as the case may be, the Board of Directors is authorized to allocate the profit arising from the Target A Company to the A Shares according to the distribution between the Shareholders.

Art. 11. Delegation of Powers.

11.1. Delegation of daily management to members of the Board of Directors is subject to previous authorization by the General Meeting of Shareholders.

Art. 12. Statutory Auditors.

12.1 The supervision of the operations of the Company is entrusted to one or more auditors who need not to be Shareholders.

12.2 The auditors will be elected by the Shareholders' meeting, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding three (3) years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting of Shareholders.

Art. 13. Representation of the Company.

13.1. In the event of only one Director being appointed, the Company will be bound by the sole signature of the Director.

13.2. In the event the Company is managed by a Board of Directors, the Company will be bound by the joint signatures of any two Directors.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 14. Powers of the General Meeting of Shareholders.

14.1. Any regularly constituted general meeting of shareholders (the "General Meeting of Shareholders") of the Company represents the entire body of shareholders (the "Shareholders").

14.2. It has the powers conferred upon it by the Companies' Law.

Art. 15. Annual General Meeting.

15.1. The annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting the tenth day of March each year, at 10.00 am. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. Other General Meetings of Shareholders.

16.1. The Director or, as the case may be, the Board of Directors may convene other General Meetings of Shareholders. Such meetings must be convened if Shareholders representing at least one tenth of the Company's capital so require.

16.2. Shareholders' meetings, including the annual General Meeting of Shareholders, may be held abroad if, in the judgment of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 17. Procedure, Vote, Quorum, Majority.

17.1. The sole Shareholder or, as the case may be, the Shareholders shall be convened by means of a registered letter executed by the Director, or as the case may be the Chairman of the Board of Directors to be sent by registered mail and anticipated by fax to the Shareholders at least fifteen (15) business days prior to the date of the General Meeting of Shareholders. In case of urgent matters to be resolved upon, the Shareholders' meeting shall be convened by means of a notice in writing executed by the Chairman of the Board of Directors of the Company and to be sent by fax at least five (5) business days prior to the date of the General Meeting of Shareholders.

17.2. The notice shall indicate the date and time of the meeting in first and second call and the place where the meeting will be held as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

17.3. If all the Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

17.4. The place of the meeting will be in Luxembourg. The Shareholders' meeting shall be chaired by the Chairman or, in the absence of the Chairman, by a Director or third party appointed by the General Meeting of Shareholders.

17.5. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders by appointing in writing, by fax or email as his proxy another person who need not be a Shareholder.

17.6. The Director or, as the case may be, the Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

17.7. The General Meeting of Shareholders shall validly resolve: (a) in first call, with the presence and the favorable votes of Shareholders representing the absolute majority of the subscribed capital of the Company; and (b) in second call, with the presence of any number of Shareholders and with the favorable votes of Shareholders representing the majority of the subscribed capital of the Company in attendance at that meeting.

17.8 One vote is attached to each share.

17.9 In case the General Meeting of Shareholders is not able to adopt any resolution in the first call, the chairman of the meeting and the Secretary shall give notice to the Shareholders that the General Meeting of Shareholders shall be held in second call.

17.10. The minutes of the meeting shall be recorded in English language by the secretary of the meeting and shall be executed by the chairman of the meeting and by the Secretary.

17.11. Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 18. Financial Year.

18.1. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December in every year.

Art. 19. Appropriation of Profits.

19.1. Each year on the last day of December an inventory of the assets and liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up for each Stock Compartment as well as on an aggregate basis.

19.2. The result of each Stock Compartment will consist of the balance of all income, profits or other receipts paid or due in respect of the assets of the same Stock Compartment (including capital gains, dividend distributions and/or liquidation surpluses) and the amount of expenses, losses, taxes and other fund transfers incurred by the Company during the relevant financial period which can regularly and reasonably be allocated to management and operation of the same Stock Compartment.

19.3. All income and charges which may not be allocated to any specific Stock Compartment shall be allocated to all the Stock Compartments on a pro rata basis of the shares issued in each Stock Compartment.

19.4. Five per cent (5%) of the net profits per Stock Compartment shall be allocated to the legal reserve account, provided that such allocation shall be limited to five per cent (5%) of the net profits determined on an aggregate basis of all Stock Compartments; this deduction ceases to be compulsory as soon as the legal reserve account reaches ten per cent (10%) of the capital of the company on an aggregate basis, and the allocation shall resume each time the maximum allocation is no longer fulfilled on an aggregate basis.

19.5. After the allocation of any profits to the legal reserve, all further profits shall be allocated within each Stock Compartment (i) to the payment of a dividend to the holders of the relevant shares, (ii) to a reserve account or (iii) be carried forward. In the event of the payment of a dividend, each Stock Compartment shall be entitled to a fraction of the total profit distributed, taking into account (i) the total equity (par value and share premium) represented by each share of this Stock Compartment at the time of the relevant payment of dividend, and (ii) the portion of the legal reserve account of the Company, constituted by net profits originating from this Stock Compartment.

19.6. The Director, or as the case may be the Board of Directors may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Director, or as the case may be the Board of Directors showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles of Incorporation.

19.7. The Shareholders shall have discretionary power to dispose of any profits which may not be allocated to a specific Stock Compartment.

19.8. The Shareholders shall approve the separate accounts simultaneously with the general accounts of the Company in accordance with applicable laws.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 20. Dissolution, Liquidation.

20.1. In case of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be Shareholders, designated by the General Meeting of Shareholders with the majority defined by Article 142 of the Companies' Law.

20.2. The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company, it being specified that the liquidator(s) shall treat each Stock Compartment as a distinct entity for the purposes of its liquidation.

20.3. Subject to applicable laws, the surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company at the level of each Stock Compartment shall be distributed to the holders of the relevant shares only.

Chapter VII. Applicable law

Art. 21. Applicable Law.

21.1. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Companies' Law.

Statement

The undersigned notary states that the conditions set forth in Article 26 of the Companies' Law have been observed.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholders	number of Class A Shares	subscribed capital	amount paid-in (USD)
Discovery Global Citizens Master Fund, Ltd	37,500	37,500	37,500
Discovery Special Situations, Ltd	12,500	12,500	12,500
Total:	50,000	50,000	50,000

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of fifty thousand US dollars (USD 50.000.-) is as now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provisions

- 1) The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2009.
- 2) The first annual General Meeting of Shareholders shall be held in March 2010.

Expenses

For the tax registration purposes, the share capital is estimated at EUR 34.525 (exchange rate (median price) on September 18th, 2008: EUR 1.- = USD 0,6905).

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders resolve to set at three (3) the number of Directors and further resolves:

1. to appoint as Directors of the Company:

- Mr. Robert Kenneth CITRONE, born on 8/11/1964, in Pennsylvania, United States of America, residing at 300 Willow Street, Southport, CT 06890, United States of America;
- Mr. Christopher John FIORE, born on 25/10/1968, in New York, United States of America, residing at 33 North Water Street, Ap. 504, South Norwalk, CT 06854, United States of America;
- Mr. Konstantin V. STOYANOV, born on 04/01/1975, in Plovdiv, Bulgaria, residing at 301 E 38th Street, Ap 10 A, New York, NY 10012, United States of America.

The mandate of the Director(s) shall expire immediately after the annual General Meeting of Shareholders to be held in 2010.

2. to set at one (1) the number of statutory auditors and further resolves to appoint the following as statutory auditor:

Fiduciaire Cabexco S. à r.l., whose registered office is L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer and which is registered with the Luxembourg Trade and Companies Regsiter under number B 139.890.

The mandate of the statutory auditor shall expire immediately after the annual General Meeting of Shareholders to be held in 2010.

3. to set the address of the registered office of the Company at L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of any divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-huit septembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

- 1) Discovery Global Citizens Master Fund, Ltd, une société constituée sous les lois des Iles Cayman, avec siège social à c/o Citi Hedge Funds Services (Cayman) Ltd., P.O. Box 10293 Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George

Town, Grand Cayman KY1-1103 Iles Cayman, B.W.I., ici dûment représentée par Madame Sabine PERRIER, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 16 septembre 2008;

2) Discovery Special Situations, Ltd, une société constituée sous les lois des Iles Cayman, avec siège social à c/o Citi Hedge Funds Services (Cayman) Ltd., P.O. Box 10293 Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-1103 Iles Cayman, B.W.I., ici dûment représentée par Madame Sabine PERRIER, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 16 septembre 2008.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par la mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumise en même temps que celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, par leur mandataire ont requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société anonyme ("société anonyme") qu'elle déclarent constituer.

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination sociale, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination sociale.

1.1. Par la présente, il est formé entre le(s) souscripteur(s) et tous ceux qui pourront devenir propriétaires des actions ci-après créées, une société ayant la forme d'une société anonyme (la "Société") qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les "Statuts").

1.2. La Société aura la dénomination sociale "EECP II S.A."

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

2.2. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

2.3. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, par une décision de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

2.4. Au cas où l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger, ou que de tels événements sont imminents, il peut transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de toute partie intéressée par l'un des organes ou des personnes en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet.

3.1. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés Luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par l'achat, la souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

3.2. La Société peut s'intéresser, par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant le même objet analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

3.3. La Société peut également garantir, accorder des prêts ou apporter son concours de quelque manière que ce soit à des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

3.4. La Société peut également agir comme actionnaire, commanditaire ou commandité indéfiniment responsable pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

3.5. La Société peut, par ailleurs, réaliser tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social, selon les dispositions de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme amendée (la "Loi sur les Sociétés Commerciales").

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital, Actions, Transfert d'actions

Art. 5. Capital social et Classe d'actions traçantes.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à cinquante mille US dollars (USD 50.000.-) représenté par cinquante mille (50.000) actions de Classe A (les "Actions de Classe A"), d'une valeur nominale d'un US dollar (USD 1.-) chacune, formant la Classe d'actions traçantes A qui représente la prise de participation dans la Société Cible A (la "Société Cible A").

5.2. Les Actionnaires pourront créer des classes d'actions traçantes supplémentaires (les "Classes d'actions traçantes"), séparer ou diviser les Classes d'actions traçantes existantes au sein de la Société Sauf disposition contraire dans les Statuts, chaque Classe d'actions traçantes devra correspondre à une partie distincte de l'actif et du passif de la Société.

5.3. Toute prime d'émission versée lors de l'émission de toute action d'une Classe d'actions traçantes déterminée devra être alloué à un compte prime d'émission correspondant à cette Classe d'actions traçantes déterminée de la Société.

5.4. Entre les Actionnaires et les créanciers, chaque Classe d'actions traçantes de la Société devra être traitée comme une entité séparée. Les droits des Actionnaires et créanciers de la Société (i) qui lorsqu'ils sont entrés en existence, ont été désignés comme rattachés à une Classe d'actions traçantes ou (ii) qui sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'une Classe d'actions traçantes sont, sauf disposition contraire dans les Statuts ou dans le droit applicable, strictement limités aux actifs de cette Classe d'actions traçantes, et les actifs de cette Classe d'actions traçantes sont exclusivement disponibles pour satisfaire ces actionnaires et créanciers.

5.5. Sauf disposition contraire dans les Statuts, aucune résolution des Actionnaires affectant directement les droits des Actionnaires ou créanciers dont les droits sont rattachés à une Classe d'actions traçantes donnée ne pourra être prise sans le consentement préalable des Actionnaires ou créanciers, le cas échéant, dont les droits sont rattachés à cette Classe d'actions traçantes. Toute décision prise en violation de cette disposition sera nulle et non avenue.

5.6. Toutes conditions de majorité et/ou de vote s'applique mutatis mutandis au niveau de chaque Classe d'actions traçantes.

5.7. Chaque Classe d'actions traçantes pourra être liquidée séparément sans que cette liquidation n'entraîne la liquidation d'une autre Classe d'actions traçantes ou de la Société elle-même.

5.8. Toutes les actions sont entièrement libérées.

5.9. Les actions sont et resteront toujours nominatives.

5.10. Le registre des Actionnaires qui peut être consulté par tout Actionnaire sera conservé au siège social. Ce registre contiendra les coordonnées exactes de chaque Actionnaire et indiquera le type d'actions, le nombre d'actions détenues, les paiements réalisés sur les actions, les cessions d'actions et leurs dates.

5.11. Chaque Actionnaire notifiera son adresse et tout changement d'adresse à la Société par lettre recommandée. La Société sera habilitée à se fonder sur la dernière adresse ainsi communiquée

5.12. La détention d'une action nominative sera basée sur l'inscription au registre des Actionnaires.

5.13. Les cessions d'actions seront réalisées au moyen d'une déclaration de cession inscrite dans le registre des Actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). Les cessions d'actions pourront également se faire conformément aux règles de transfert des créances stipulées dans l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. En outre, la Société pourra accepter et consigner dans le registre des Actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document attestant le consentement du cédant et du cessionnaire.

5.14. Des certificats reflétant les inscriptions au registre des Actionnaires seront délivrés aux Actionnaires. La Société pourra émettre des certificats d'actions multiples.

5.15. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires, adoptée conformément aux règles de quorum et de majorité fixées par ces Statuts ou, le cas échéant, par la loi pour toute modification des Statuts.

5.16. Les nouvelles actions souscrites par un apport en numéraire seront offertes de préférence aux Actionnaires existants proportionnellement à la part du capital que chacun de ces Actionnaires détient à ce moment. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration déterminera la période pendant laquelle le droit de souscription préférentiel devra être exercé. Cette période ne devra pas être inférieure à trente jours.

5.17. Nonobstant ce qui précède, l'Actionnaire unique ou, le cas échéant, l'Assemblée Générale des Actionnaires, délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour toute modification des Statuts, pourra limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 6. Acquisition d'Actions propres.

6.1. La Société pourra acquérir ses propres actions.

6.2. La Société pourra acquérir ses propres actions au moyen de ses réserves disponibles en accord avec les dispositions de l'article 49-2 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Chapitre III. Conseil d'Administration

Art. 7. Conseil d'Administration.

7.1. Au cas où la Société est composée d'un Actionnaire unique, celui-ci peut nommer un seul administrateur (l'"Administrateur"). Lorsque la Société est composée de plusieurs Actionnaires, celle-ci devra être gérée par un conseil d'administration (le "Conseil d'Administration") composé de trois membres au moins, Actionnaires ou non; (les "Administrateurs", sauf mention expresse désigne les Administrateurs y compris l'Administrateur unique pouvant être nommé par l'Actionnaire unique).

7.2. Les Administrateurs seront élus par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une période maximale de six (6) ans et ils conserveront leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils pourront être réélus, mais ils pourront également être révoqués à tout moment, avec ou sans raison, par une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

7.3. Si un poste devient vacant au sein du Conseil d'administration, les Administrateurs restants pourront se réunir et élire un Administrateur à la majorité des voix pour pourvoir ce poste vacant jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires suivante.

Art. 8. Réunions du Conseil d'Administration.

8.1. Le Conseil d'Administration (si tel est le cas) choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire (le "Secrétaire"), qui ne devra pas nécessairement être un Administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales des Actionnaires.

8.2. Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation envoyée par fax et adressée par le Président. Ladite convocation, envoyée au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de la réunion du Conseil d'administration, indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion. Elle indiquera également si cette réunion se tiendra par téléconférence. Une réunion du Conseil d'Administration devra être convoquée si deux Administrateurs le demandent.

8.3. En cas de questions urgentes, la réunion du Conseil d'Administration sera convoquée au moyen d'une notification écrite signée par le Président et envoyée par fax ou par e-mail, pour autant que les Administrateurs en accusent réception, au moins deux (2) jours ouvrables avant la date de ladite réunion du Conseil d'Administration.

8.4. Les réunions du Conseil d'Administration seront présidées par le Président ou, en son absence, par un Administrateur désigné par la réunion du Conseil d'Administration.

8.5. Aucune convocation ne sera nécessaire moyennant le consentement par écrit de chaque Administrateur notifié par fax ou par email. Aucune convocation séparée ne sera nécessaire pour les réunions qui se tiendront à des heures et dans des lieux spécifiés dans un calendrier adopté par une résolution de l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration.

8.6. Chaque réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou dans tout autre endroit que le Conseil d'Administration sera libre de choisir.

8.7. Tout Administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en conférant un pouvoir écrit par fax ou par email à tout autre Administrateur.

8.8. Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration. Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

8.9. Le Conseil d'Administration pourra valablement adopter des résolutions à la majorité simple des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

8.10. Le Conseil d'Administration pourra organiser des réunions par téléconférence à condition que les Administrateurs puissent s'entendre et se parler et à condition également que la majorité des Administrateurs soient présents ou représentés par procuration. Tout Administrateur assistant à une réunion du Conseil d'Administration par téléconférence sera considéré comme présent. Dans ce cas, la réunion du Conseil d'Administration sera considérée comme étant organisée au siège social de la Société si un Administrateur y est présent. Si aucune réunion n'est organisée au siège social, la réunion sera considérée comme organisée à l'adresse où le Président ou son remplaçant est présent. Après une téléconférence, le Secrétaire rédigera le procès-verbal de cette réunion et le distribuera pour approbation et signature des Administrateurs qui ont assisté à cette réunion. Ce procès-verbal constituera une preuve prima facie des procédures et du contenu de ladite réunion. Il sera distribué par le Président à tous les Administrateurs après l'approbation précitée.

8.11. En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les Administrateurs sera valablement considérée comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil d'Administration valablement convoquée et organisée. Une telle décision pourra être consignée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et chacun d'entre eux sera signé par un ou plusieurs Administrateurs.

Art. 9. Procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration.

9.1. Le procès-verbal de toute réunion du Conseil d'Administration rédigé en anglais par le Secrétaire sera signé par le Président de la réunion et le Secrétaire. Toutes les procurations éventuelles lui seront annexées.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

10.1. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration sera investi des pouvoirs les plus étendus (à l'exception des pouvoirs formellement réservés à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la Loi sur les Sociétés Commerciales) pour passer tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas formellement réservés à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la Loi sur les Sociétés Commerciales seront de la compétence du Conseil d'Administration.

10.2. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration est autorisé à affecter les profits provenant de la Société Cible A aux Actions de Classe A suivant la répartition entre Actionnaires.

Art. 11. Délégation des pouvoirs.

11.1. La délégation de la gestion quotidienne aux membres du Conseil d'Administration sera soumise à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Art. 12. Commissaires aux comptes.

12.1. La surveillance des activités de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes qui ne devront pas nécessairement être des Actionnaires.

12.2. Les commissaires aux comptes seront élus par l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui en déterminera le nombre, pour une période maximale de trois (3) ans et ils conserveront leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. À la fin de leur mandat de commissaires aux comptes, ils pourront être réélus, mais ils pourront également être révoqués à tout moment, avec ou sans raison, par une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Art. 13. Représentation de la Société.

13.1. En cas de nomination d'un seul Administrateur, la Société sera valablement engagée par la seule signature de cet Administrateur.

13.2. En cas de nomination d'un Conseil d'Administration, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux (2) Administrateurs.

Chapitre IV. Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

14.1. Toute assemblée générale des actionnaires (l' "Assemblée Générale des Actionnaires") de la Société valablement constituée représentera l'ensemble des actionnaires (les "Actionnaires").

14.2. Elle aura les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 15. Assemblée Générale Annuelle.

15.1. L'Assemblée Générale annuelle aura lieu chaque année au siège social de la Société, ou dans tout lieu indiqué dans la convocation de ladite assemblée, le dixième jour du mois de mars, à 10.00 heures. Si cette date coïncide avec un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable suivant.

Art. 16. Autres Assemblées Générales des Actionnaires.

16.1. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration pourra convoquer d'autres Assemblées Générales des Actionnaires. Ces assemblées devront être convoquées si des Actionnaires représentant au moins un dixième du capital de la Société le demandent.

16.2. Les réunions des Actionnaires, y compris l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires, pourront se tenir à l'étranger si, à l'entière discrétion du Conseil d'administration, des circonstances de force majeures l'exigent.

Art. 17. Procédure, Vote, Quorum, Majorité.

17.1. L'Actionnaire unique, ou le cas échéant, les Actionnaires, seront convoqués au moyen d'une lettre recommandée envoyée par l'Administrateur, ou le cas échéant par le Président du Conseil d'Administration et annoncée par fax aux Actionnaires et ce au moins quinze (15) jours ouvrables avant la date de l'Assemblée Générale des Actionnaires. En cas de questions urgentes, l'Assemblée Générale des Actionnaires sera convoquée au moyen d'une notification écrite adressée par le Président du Conseil d'Administration de la Société et envoyée par fax au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de ladite Assemblée Générale des Actionnaires.

17.2. Cette convocation mentionnera la date et l'heure de la réunion en première et seconde convocation, le lieu de la réunion, son ordre du jour et la nature des questions qui y seront soulevées.

17.3. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés lors d'une réunion des Actionnaires et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de la réunion, elle pourra se tenir sans convocation préalable.

17.4. La réunion aura lieu à Luxembourg. La réunion des Actionnaires sera présidée par le Président ou, en son absence, par un Administrateur ou un tiers désignés par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

17.5. Un Actionnaire pourra se faire représenter à toute réunion des Actionnaires en conférant par fax ou par email une procuration écrite à toute autre personne qui ne doit pas nécessairement être un Actionnaire.

17.6. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration pourra définir toutes les autres conditions à remplir pour pouvoir participer à une réunion des Actionnaires.

17.7. L'Assemblée Générale des Actionnaires pourra valablement prendre des résolutions: (a) en première convocation, moyennant la présence et les votes favorables d'Actionnaires représentant la majorité absolue du capital souscrit de la Société; et (b) en seconde convocation, moyennant la présence d'un nombre indéfini d'Actionnaires et les votes favorables d'Actionnaires, représentant la majorité du capital souscrit de la Société, présents à cette réunion.

17.8. Chaque action donnera droit à une voix.

17.9. Si l'Assemblée Générale des Actionnaires n'est pas en mesure d'adopter une résolution en première convocation, le président de la réunion et le Secrétaire informeront les Actionnaires que l'Assemblée Générale des Actionnaires se tiendra en seconde convocation.

17.10. Le procès-verbal de la réunion sera rédigé en anglais par le Secrétaire de la réunion et il sera signé par le Président de la réunion et par le Secrétaire.

17.11. Les copies ou extraits du procès-verbal de la réunion devant être produits dans le cadre de procédures judiciaires ou autres seront signés par le Président et le Secrétaire.

Chapitre V. Exercice financier, Distribution des bénéfices

Art. 18. Exercice financier.

18.1. L'exercice financier de la Société commencera le premier janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Affectation des bénéfices.

19.1. Chaque année, le dernier jour du mois de décembre, un inventaire de l'actif et du passif de la Société ainsi qu'un bilan et un compte des pertes et profits seront arrêtés pour chaque Classe d'actions traçantes de la Société ainsi que sur une base agrégée.

19.2. Le résultat de chaque Classe d'actions traçantes sera le solde entre tous revenus, profits ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit relatifs à cette Classe d'actions traçantes (y compris des plus-values, des bonis de liquidation, des distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts ou autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et fonctionnement de cette Classe d'actions traçantes.

19.3. Tous produits et dépenses non attribués à une Classe d'actions traçantes en particulier seront alloués entre les différentes Classes d'actions traçantes proportionnellement aux actions émises dans chaque Classe d'actions traçantes.

19.4. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de chaque Classe d'actions traçantes seront affectés au compte de réserve légale de la Société, étant entendu que cette affectation sera limitée à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets agrégés de tous les Classes d'actions traçantes. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital de la Société, et l'affectation sera réinitialisée dès que le montant maximum d'affectation n'est plus atteint.

19.5. Après affectation des bénéfices à la réserve légale, tout bénéfice supplémentaire sera alloué parmi chaque Classe d'actions traçantes (i) à la distribution de dividendes aux détenteurs d'actions de la Classe d'actions traçantes concerné, (ii) à un compte de réserve ou (iii) continuera à s'accumuler. Dans le cas du paiement d'un dividende, chaque Classe d'actions traçantes aura droit à une fraction du montant total des bénéfices distribués, en prenant en compte (i) le montant total des capitaux (valeur nominale et prime d'émission) représenté par chaque action de la Classe d'actions traçantes dont il est question, au moment dudit paiement du dividende et (ii) de la portion de la réserve légale de la Société, constituée par les bénéfices nets générés par cette Classe d'actions traçantes.

19.6. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un relevé de comptes préparé par l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'année fiscale précédente, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la loi ou des présents Statuts.

19.7. Les Actionnaires auront un pouvoir discrétionnaire de disposer de tout profit qui n'aura pu être rattaché à une Classe d'actions traçantes déterminée.

19.8. Les Actionnaires approuveront ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales et la pratique courante."

Chapitre VI. Liquidation, Dissolution

Art. 20. Liquidation, dissolution.

20.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Actionnaires ou non, nommés par résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité fixée à l'article 142 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

20.2. Le(s) liquidateur(s) sera/seront investi(s) des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société, étant entendu que le(s) liquidateur(s) traitera/traiteront chaque Classe d'actions traçantes comme une entité distincte aux fins de la liquidation.

20.3. Conformément à la loi applicable, le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société au niveau de chaque Classe d'actions traçantes sera distribué exclusivement aux détenteurs d'actions de la Classe d'actions traçantes concernée.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 21. Loi applicable.

21.1. Toutes les questions qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront déterminées par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Constat

Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi sur les Sociétés Commerciales ont été observées.

Subscription and payment

Les parties comparantes, ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, ont souscrit le nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants mentionnés ci-après:

Actionnaires	Nombre capital Libération d'Actions souscrit (en USD) de Classe		
	A		
Discovery Global Citizens Master Fund, Ltd	37,500	37,500	37,500
Discovery Special Situations, Ltd	12,500	12,500	12,500
Total:	50,000	50,000	50,000

Les actions ainsi souscrites sont entièrement libérées de sorte que la somme de cinquante mille US dollars (USD 50.000.) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice commencera à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2009.
- 2) La première Assemblée Générale annuelle des Actionnaires se tiendra en mars 2010.

Estimation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à EUR 34.525 (taux de change (median price) du 11 septembre 2008: EUR 1,- = EUR 0,6905).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à mille cinq cents euros (EUR 1.500.).

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les Actionnaires décident de fixer à trois (3) le nombre des Administrateurs et décident en outre:

1. de nommer les personnes suivantes en tant qu'Administrateurs de la Société:

- Mr. Robert Kenneth CITRONE, né le 8/11/1964, en Pennsylvania, Etat Unis d'Amérique, demeurant à 300 Willow Street, Southport, CT 06890, Etat Unis d'Amérique;
- Mr. Christopher John FIORE, né le 25/10/1968, à New York, Etat Unis d'Amérique, demeurant à 33 North Water Street, Ap. 504, South Norwalk, CT 06854, Etat Unis d'Amérique;
- Mr. Konstantin V. STOYANOV, né le 04/01/1975, à Plovdiv, Bulgarie, demeurant à 301 E 38th Street, Ap 10 A, New York, NY 10012, Etat Unis d'Amérique.

Les mandats des Administrateurs se terminent lors de l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires devant être tenue en 2010.

2. de fixer à un (1) le nombre de commissaires aux comptes et de nommer comme commissaire aux comptes:

Fiduciaire Cabexco S. à r.l., avec siège social à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.890.

Le mandat du commissaire aux comptes se termine lors de l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires devant être tenue en 2010.

3. de fixer l'adresse du siège social de la Société à L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes, en cas de divergence entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, celles-ci ont signé avec Nous, notaire.

Signé: S. Perrier et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 25 septembre 2008. LAC/2008/38861. — Reçu cent soixante-douze euros trente-neuf cents Eur 0,5% = 172,39.

Le Receveur ff. (signé): Franck SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008124189/5770/668.

(080144710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Oxeron Internet Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5969 Itzig, 13, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 113.564.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 30 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008124295/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT05206. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

International Development Fund Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 80.114.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire Weber et Bontemps

Experts comptables et fiscaux

Réviseurs d'entreprise

Signatures

Référence de publication: 2008123818/592/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08418. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Diffusion Euro Loisirs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5577 Remich, 16A, rue Wenkel.

R.C.S. Luxembourg B 58.697.

Le bilan au 31/12/2004 portant mention de l'affectation du résultats de l'exercice a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.9.08.

FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER

45-47, route d'Arlon, L-1140 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2008123829/510/16.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2008, réf. LSO-CU06823. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.
